9e Année. — N° 155. — 10 Juillet 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Vive la famine !

par Jules GUESDE

La vigoureuse réaction du prolétariat d'Auvergne contre le fascisme

par G. CORSIN

LETTRE DE BELGIQUE

La scandaleuse arrestation de Lazarevitch

par I. M.

Les instituteurs et la guerre

par M. CHAMBELLAND

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE
Le Parlement français vote la réduction des salaires. — Pourquoi cela ? — Le coup de bluff américain et la restauration des corporations. — Pour nos frères d'Allemagne ! ..... **R. L.**

SOLIDARITÉ POUR TOUS ! S.A.P.

INFLATION ET DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE .. R. Louzon

VIVE LA FAMINE ! ..... J. Guesde

LA VIGOUREUSE RÉACTION DU PROLÉTARIAT D'AUVERGNE CONTRE LE FASCISME ..... G. Corsin

PARMI NOS LETTRES
Les Attila modernes. — A bas le latin ! — Le député file à droite, mais pas ses électeurs. — Le bolchevisme en gynécologie.

LA SCANDALEUSE ARRESTATION DE LAZAREVITCH ..... I. M.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME
Les instituteurs et la guerre **M. Chambelland**
Fusion ou pas fusion ? .... **B. Giauffret**
A.-V. Jacquet
Pour la démocratie syndicale! contre les exclusions de tendance !
Une attaque de Guiraud et ma réponse ..... **M. Chambelland**

FAITS ET DOCUMENTS
A la gloire de l'impérialisme ! par M. Vandervelde, président de l'Internationale « socialiste ». — Le Congrès « antifasciste » de la salle Pleyel.

ENTRE NOUS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le Parlement français vote la réduction des salaires

Ainsi c'en est fait ! Le Parlement, à la presqu'unanimité, et y compris les voix des députés soi-disant socialistes, a voté l'obligation du pain cher. *Naguère les socialistes réclamaient une loi fixant un* salaire minimum ; *ils votent maintenant une loi fixant un* profit minimum. *Lorsqu'il y a cinquante ans fut établi pour la première fois un droit de douane sur le blé, qui devait forcément entraîner le renchérissement du pain, cette loi souleva la violente opposition des partis ouvriers, opposition qui ne fit que croître lors de chaque augmentation. On lira plus loin l'article par lequel Guesde stigmatisa alors le nouveau « pacte de famine », cet « impôt progressif à rebours » qui frappe d'autant plus qu'on est plus pauvre, le pain entrant dans l'alimentation en proportion d'autant plus élevée qu'on est plus pauvre.*

Bien insignifiante cependant était la « protection » à ce moment là. Qu'était-ce qu'un droit de douane de 3 francs par hectolitre, ou même de 7 francs comme plus tard, à côté du droit de douane actuel de 80 francs, à côté du « contingentement » qui empêche toute concurrence des blés étrangers, même grevés de 80 francs, à côté de la loi d'hier fournissant aux cultivateurs les fonds nécessaires pour rendre impropre à la consommation humaine quelques millions de quintaux, à côté de celle d'aujourd'hui, digne couronnement des précédentes, qui fixe un prix au-dessous *duquel il est interdit de vendre, et établit en outre un impôt indirect* sur le pain, *baptisé euphémistiquement « taxe à la mouture » !*

Les ancêtres, les « grands ancêtres », ceux dont nos radicaux et « socialistes » ont plein la bouche, avaient fait, eux, la « loi du maximum » ; ils avaient fixé un prix maximum, au-dessus *duquel il était interdit de vendre les aliments nécessaires à la vie ; leurs soi-disant successeurs votent, eux, pour le plus nécessaire des aliments, un prix* minimum : *obligation de la vie chère par ordre de la loi !*

Depuis qu'il y a des socialistes, voire même des démocrates, les uns et les autres n'ont cessé de protester contre l'impôt indirect, qui frappe autant le pauvre que le riche ; et... ils sont les premiers aujourd'hui à voter un nouvel impôt indirect, et quel impôt indirect ! un impôt non sur l'alcool ou sur le sucre, mais sur l'aliment de base du plus pauvre !

En face des lois « protégeant » le profit des propriétaires et des capitalistes, les socialistes d'autrefois réclamaient la protection de l'ouvrier par la fixation d'un salaire minimum. Aucun de ceux d'aujourd'hui n'a seulement songé à faire de l'introduction d'une telle mesure, la condition de son vote de la loi du pain cher.

Ce que Guesde en 94 disait à la Chambre, s'adressant à Méline, s'applique exactement à la Chambre de Daladier: « Protectionniste à outrance lorsqu'il s'agit des différentes fractions de la classe qui possède, M. Méline devient tout à coup libre-échangiste absolu lorsqu'il s'agit de la marchandise-travail, de la main-d'œuvre ouvrière ».

Le fermier auquel la loi garantit la vente de son blé à 115 francs, pourra impunément continuer à payer à ceux qui font pousser ce blé, le même salaire que lorsqu'il était à 90 francs !

Pour tout salarié, la nouvelle loi qui, avant même d'être votée, a amené une première hausse de près de 10 % du prix du pain — et qui amènera une hausse semblable des prix de tous les produits agricoles,ceux-ci étant tous fonction plus ou moins du prix du blé — cette « loi du minimum » constitue ipso facto, *une réduction du salaire réel. Après avoir, par la réduction de leur montant nominal, réduit une première fois les salaires des fonctionnaires, la Chambre radicale et socialiste s'en prend cette fois aux salaires de tous — fonctionnaires, salariés de l'industrie privée, salariés agricoles — en réduisant le montant réel de leurs salaires par l'augmentation* légalement obligatoire *du coût de la vie, sans augmentation* légalement obligatoire *des salaires et indemnités de chômage.*

Pourquoi cela ?

Mais comment cela a-t-il pu se faire ? Comment se fait-il que les partis qui se prétendent les « représentants » de la classe ouvrière, prennent exactement le contre-pied des intérêts de la classe ouvrière, non pas seulement ses intérêts profonds et lointains, mais même ses intérêts les plus immédiats et les plus évidents ?

La raison en est simple. Si le parti communiste s'associait, hier, aux manifestations des « mercantis » contre les salaires des fonctionnaires, si aujourd'hui le parti socialiste réduit les salaires des ouvriers par la hausse du prix du pain, c'est que mercantis et agriculteurs agissent *— alors que le prolétariat dort.*

La classe ouvrière a des « délégués » qui palabrent à Genève, à Londres, ou ailleurs ; les propriétaires beaucerons, eux, pendant ce temps, se collettent avec la garde mobile et envahissent la

Préfecture ; les commerçants se rassemblent en meetings de dizaines de milliers de personnes, et troublent par leurs fermetures, toute la vie économique et sociale. Agriculteurs et commerçants ont employé l'action directe : ils sont écoutés ; écoutés par tous, y compris les partis «ouvriers». Les travailleurs ayant, eux, abandonné l'action directe, leurs « représentants » sont les premiers à leur tirer dessus.

Il est de mode de dire que le syndicalisme révolutionnaire, le vieux syndicalisme d'avant 1910, *est « périmé » ; quand on a répété ce mot une centaine de fois, on croit avoir établi une démonstration ! Mais celui qui regarde les faits constate que, jamais peut-être autant qu'aujourd'hui, les principes du syndicalisme révolutionnaire ne se sont autant vérifiés.*

L'un de ses grands principes était que la loi n'est que le produit de l'action directe des intéressés ; la loi ne vient que confirmer, « légaliser », tout au plus généraliser, ce que l'action directe impose. Y a-t-il de cela meilleure confirmation que les événements d'aujourd'hui ?

Depuis 1920 *la classe ouvrière, et, plus particulièrement la classe ouvrière française, a vécu sur son passé. Effrayé par la force grandissante du mouvement ouvrier au cours du XIXe siècle et dans les premières années du XXe, sous la crainte constante qu'un nouveau pas en avant du prolétariat ne signifie sa propre ruine, le capitalisme a parfois, au cours de ces dernières années, accordé quelques satisfactions à la classe ouvrière, sans nouvelles luttes de sa part. Les* minus habens *du réformisme s'imaginèrent que c'était le résultat de leurs discours, de leurs démarches, de leur « diplomatie », alors que ce n'était que le produit des luttes passées.*

Comme les souvenirs du passé s'éloignent assez vite; que, devant une classe ouvrière qui, une décade durant, a cessé de frapper, la frousse d'antan commence à disparaître, finies maintenant les « réformes », finies les conquêtes « sans lutte ». Les « réformes », les « conquêtes », c'est désormais pour les autres — pour ceux qui se battent. En fait de « réforme », la classe ouvrière n'a plus droit qu'à celle du pain cher !

Le coup de bluff américain et la restauration des corporations

Dans la curieuse expérience à laquelle Roosevelt — prisonnier des conditions dans lesquelles il a été élu — est en train de se livrer, celle de mettre fin à la crise économique par des mesures d'Etat, il faut distinguer deux choses : d'une part un immense coup de bluff, d'autre part des mesures d'une portée plus profonde.

Le coup de bluff consiste en ceci : faire monter les prix à une allure de record, afin de faire « démarrer » la machine économique.

L'idée est juste en soi. Il est parfaitement exact que le remède à la « surproduction » est... la production. Il y a crise de « surproduction » lorsque, dans les trois parts entre lesquelles se répartit toute production, la part qui va à la consommation des ouvriers, la part qui va à la consommation des bourgeois, et celle qui reste disponible pour une extension de la production, cette troisième part n'est pas employée, du fait que ceux qui en sont les propriétaires la « thésaurisent » au lieu de l' « accumuler », c'est-à-dire qu'ils ne l'utilisent pas à la création effective de nouveaux moyens de production, nouveaux moyens de production qui « emploieront » de nouveaux bras, serviront de nouveaux débouchés aux autres industries, et... procureront de nouveaux bénéfices.

Pour que la crise prenne fin il faut donc que le capitaliste, cessant de thésauriser, transforme ses capitaux disponibles en moyens de production. Or, qu'est-ce qui peut mieux l'inciter à cela que la perspective de gros bénéfices, du fait de la hausse des prix?

La baisse du dollar, qui produit d'une part une hausse nominale des prix et qui d'autre part augmente la demande en tous produits du fait que chacun se hâte de convertir en marchandises tout son argent disponible de crainte de voir le pouvoir d'achat de celui-ci diminuer encore, est un moyen astucieux de faire miroiter aux yeux des capitalistes la perspective de gros bénéfices, les inciter ainsi à accroître leurs moyens de production, et par là sortir de la crise.

Comme tout coup de bluff, cela peut réussir ou échouer, mais en tous cas ça ne peut durer qu'un moment. Aussi les conseillers de Roosevelt ont-ils eu recours en même temps à d'autres mesures.

L'une est d'effet certain. La dévaluation du dollar, à quelque niveau qu'on la fixe, procurera au débiteur un allègement de ses charges ; elle constitue un véritable transfert de richesse des mains des créanciers, c'est-à-dire des rentiers, dans celles des débiteurs, c'est-à-dire des industriels. Et comme ces derniers sont la partie la plus active, la plus entreprenante de la bourgeoisie, la part de richesse qui leur arrive, a plus de chances de ne pas être thésaurisée que lorsqu'elle était entre les mains des rentiers.

Le second moyen, plus nouveau, est pour nous, d'un intérêt plus grand : il s'agit tout simplement, de rétablir la « corporation », la vieille et antique « corporation », la « corporation » de l'Ancien Régime.

Ce n'est rien d'autre en effet que la « corporation », que ces «Codes de concurrence loyale», que Roosevelt demande aux différentes industries d'établir, et auxquels chaque industriel devra ensuite se soumettre.

Comme dans les anciennes corporations, ces

« Codes », élaborés, comme autrefois, par les corporants eux-mêmes, devront comprendre, d'une part, les règles qui régiront les rapports des patrons entre eux, d'autre part celles qui régiront les rapports entre patrons et ouvriers. Plus de concurrence entre les membres d'une même industrie : tout comme dans l'ancienne corporation, chacun ne pourra vendre qu'à de certains prix, sous certaines conditions de qualité, chacun dans un rayon déterminé. Tout comme dans l'ancienne corporation les salaires seront uniformes dans toute la corporation, aucune entreprise ne devant profiter d'un moindre prix de revient provenant de plus bas salaires, et aucune ne pouvant débaucher les ouvriers de sa voisine, en offrant un salaire plus élevé.

Les plus grandes industries américaines, celles du pétrole, du charbon, et, je crois aussi, celle du textile, ont déjà établi leurs Codes ; elles sont dès maintenant constituées en « corporations ».

Ainsi, la dernière et grandiose trouvaille du capitalisme, du capitalisme le dernier en date, le plus moderne, le plus dernier style, le plus « up to date », n'est autre que la restauration de ce que le capitalisme naissant avait fait sauter, il y a cent cinquante ans. La « corporation » du Moyen Age, tel est le résultat des plus profondes recherches des plus « grands cerveaux » du XXe siècle.

On espère ainsi rétablir la « confiance », en établissant la « sécurité ». Sécurité du capitaliste qui n'aura plus rien à craindre de ses « concurrents » ; sécurité du capitaliste qui n'aura plus rien à craindre de ses ouvriers. Tout est fixé une fois pour toutes ; tout est réglé une fois pour toutes ; il n'y a plus qu'à être le rouage régulier et bien sage de la nouvelle machine.

Mais les forces qui ont fait sauter la corporation au XVIIIe siècle, ont-elles disparues ? Sinon, ne feront-elles point sauter une seconde fois, la camisole de force dans laquelle on prétend à nouveau les enfermer ?

Pour nos frères d'Allemagne !

On lira plus loin l'appel qu'adressent aux camarades français les camarades du parti ouvrier socialiste d'Allemagne, et la composition du Comité qui s'est constitué pour répondre à leur appel.

Nous savons combien la bourse des militants est sollicitée de toutes parts ; nous insistons cependant tout particulièrement auprès d'eux pour qu'ils répondent à cet appel en adressant à Delsol l'indication de la somme mensuelle qu'ils sont prêts à verser, et en même temps leur premier versement. C'est l'Allemagne qui continue à être le point central de la lutte. Il nous faut donc aider nos camarades allemands par tous les moyens, et sous toutes les formes ; les aider pécuniairement en est une.

Plus que tout autre, le parti ouvrier socialiste *mérite notre aide. On sait qu'il est constitué d'anciens éléments de la gauche social-démocrate et d'anciens éléments de l'opposition communiste, sous la direction de vétérans du glorieux Spartakusbund. Ce qu'on sait moins, c'est que ce parti qui, hier, était minuscule, à côté des énormes partis social-démocrate et communiste, est peut-être aujourd'hui celui des trois dont l'effectif est le plus élevé. C'est que, seul, il était composé de révolutionnaires* conscients. *Les centaines de mille membres de la social-démocratie appartenaient au parti social-démocrate, par intérêt, par habitude, parce que c'était un parti « fort », et que c'était la mode ; les centaines de mille membres du parti communiste étaient constitués par la masse des « mécontents », oscillant sans cesse du fascisme au communisme ; dès la victoire d'Hitler, ils ont fondu, les uns et les autres, comme neige au soleil ! Seuls ont tenu ceux qui étaient vraiment socialistes, vraiment communistes, par le cœur et par le cerveau. Et ceux-là étaient au parti socialiste ouvrier.*

Voilà pourquoi ce dernier est la seule force ouvrière qui reste maintenant en Allemagne, et voilà pourquoi il nous faut le soutenir ! La main à la poche, camarades !

R. L.

Voici la composition du Comité provisoire de Solidarité Ouvrière Internationale qui s'est constitué pour venir en aide à nos camarades allemands :

BALDACCI (Enseignement confédéré), BOVILLE (Alimentation confédérée), CHAMBELLAND (Livre confédéré), CHARBIT (Livre unitaire), DELSOL (Gaz confédéré), DEVEAUX (T.C.R.P. confédérés), HAGNAUER (Enseignement confédéré), JAYAT (Communaux confédérés), Marcel MARTINET, MAUPIOUX (Monnaie autonome), MONATTE (Livre confédéré), NICOLAS (Maçonnerie confédérée), Magdeleine PAZ, Henri POULAILLE, PRUDHOMME (Métaux unitaires), Tristan RÉMY, REULET (P.T.T. confédérés), ROY (Métaux confédérés), SANCIER (Bijou unitaire), G. SERRET (Enseignement unitaire), Charles VILDRAC, Léon WERTH.

NOUS AVONS REÇU :

ROBERT VIVIER : *Folle qui s'ennuie* (Rieder).

Une très simple histoire : l'éveil d'une jeune femme qui attend beaucoup de la vie, qui rêve, espère, et croit que la vie c'est cette attente, cet espoir. Elle la trouve, hélas, plus quotidienne, plus terre à terre — et la folle s'ennuie jusqu'au moment où, n'ayant plus rien à attendre, elle découvre qu'il reste une longue et large chose dont elle n'avait pas pensé à jouir : la vie elle-même.

DENISE FONTAINE : *Rivages du néant* (Rieder).

On aborde à ce « néant » en passant par une pension de famille de province aux personnages finement dépeints. Le héros est un orgueilleux, psychopathe certain, qui s'analyse, souffre et fait souffrir puis se tue parce qu'il estime que « la vie n'est rien ». Et pourtant...

UN APPEL DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER D'ALLEMAGNE

Solidarité pour tous !

La terreur fasciste s'est abattue sur l'Allemagne.

Déjà des centaines de révolutionnaires de toutes tendances ont été assassinés ; des milliers, torturés ; des dizaines de milliers jetés en prison ou dans des camps de concentration ; d'autres dizaines de milliers ont été chassés de leur pays.

Cette situation terrible n'est pas près de trouver un terme. Au contraire, chaque jour, le talon de fer du fascisme pèse plus lourdement sur la poitrine de la classe ouvrière allemande.

Comment le prolétariat allemand s'est-il laissé jeter à terre et sans opposer l'ultime résistance du désespoir ? Ce n'est pas le lieu de le rechercher. Mais nous pouvons dire que nous avons fait notre possible, nous Parti Ouvrier Socialiste (S.A.P.) pour dénoncer le danger, appeler au front unique, montrer que le fascisme balaierait tout et tous si le barrage du prolétariat faisant trève à ses divisions n'était pas dressé. Les deux grands partis ouvriers ont été incapables de comprendre cette nécessité; et par conséquent d'empêcher la victoire du fascisme. La politique de Staline a été aussi désastreuse que celle de Wels. C'est une piètre consolation que d'avoir été trop bons prophètes. Notre seul profit pour nous, qui depuis des années, avec Froelich et Walcher et de nombreux autres militants du Spartakusbund allions contre le courant, luttant à la fois contre la trahison réformiste de la social-démocratie et contre la politique périlleuse de la bureaucratie stalinienne, notre seule fierté est d'avoir subi avec fermeté l'épreuve de l'histoire. Dans nos rangs, malgré la terreur, nulle débandade, parce que nulle surprise. Serons-nous le centre de résistance antifasciste efficace ? C'est notre espoir. Nous seront en tout cas l'un des centres de résistance les plus solides. Nous le disons sans bourrage de crânes, laissant à la social-démocratie et à l'I.C. qui n'ont, hélas ! rien appris, le triste soin de continuer aveuglément leur ancienne politique qui a conduit où nous sommes, et de persister à se combattre entre eux et à combattre les militants qui ont vu juste.

*
* *

Dans cette tempête, nous sommes abandonnés à nous-mêmes. Nos camarades, en même temps antiréformistes et antistaliniens, vivant dans l'illégalité, manquant de tout, ayant à peine la possibilité de subsister, ne peuvent compter sur l'aide d'une organisation internationale. La social-démocratie peut compter sur la solidarité de la IIe Internationale. Le parti communiste sur celle de la IIIe. Nous, malgré notre fidélité à l'Internationalisme ouvrier, nous sommes sans liaison internationale et devons chercher dans le monde nos frères et nos amis. Nous faisons appel à ceux que nous possédons en France. En dépit des différences d'organisation nous savons que des idées et des sentiments essentiels nous rapprochent des syndicalistes révolutionnaires français. Nous nous adressons à eux, qu'ils appartiennent à la C.G.T., à la C.G.T.U., ou à des syndicats autonomes. Nous nous adressons aussi à tous ceux qui, pour avoir lutté comme nous contre le réformisme et contre l'aventurisme, se trouvent en dehors de la IIe et de la IIIe Internationales. Leur soutien moral et matériel nous est nécessaire.

Nous sommes déjà convaincus qu'il ne nous manquera pas. Dès notre premier contact avec des militants syndicalistes révolutionnaires français, un Comité provisoire de Solidarité Ouvrière Internationale a été formé. D'accord avec lui, nous lançons cet appel.

Nous avons besoin d'une aide régulière, probablement assez longue. Il est nécessaire que nous sachions sur quel minimum de ressources nous pourrons compter chaque mois. Nous demandons, particulièrement, aux syndicats, aux organisations diverses, aux camarades qui le peuvent, de s'engager à un versement mensuel régulier.

*
* *

Travailleurs français, vous répondrez à notre appel ! Vous démontrerez que la fraternité de classe n'est pas un vain mot. Vous montrerez que les hérétiques d'Allemagne, les socialistes ouvriers que nous sommes et les communistes oppositionnels, n'ont pas compté en vain sur les hérétiques de France et de partout !

La Délégation du Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne (S.A.P.).

— Adresser toutes les réponses à cet appel au Trésorier du Comité Provisoire de Solidarité Ouvrière Internationale, le camarade DELSOL, Syndicat du Gaz de Banlieue, *Bourse du Travail*, 3, *rue du Château-d'Eau*, Paris (Xe). Chèque postal: *Delsol, Paris*, n° 1748-92.

LES ACROBATIES DU CAPITALISME AUX ABOIS

Inflation et dépréciation monétaire

II

Le cas du franc et du mark

Nous avons vu dans un premier article (*R. P.* du 25 juin) deux cas de dépréciation monétaire sans inflation, ou, tout au moins ne comportant qu'une inflation très réduite, hors de proportion avec les fortes dépréciations subies par les monnaies correspondantes (livre et dollar) sur le marché des changes. Nous allons voir maintenant le cas inverse, celui de pays où il y a inflation, sans qu'il y ait, pour le moment du moins, baisse des monnaies sur le marché des changes.

Ces pays sont la France et l'Allemagne; le cas le plus curieux est celui de la France, le plus important est celui de l'Allemagne.

L'inflation française

Si paradoxal que cela puisse paraître, c'est en remplaçant de la monnaie de papier par de la monnaie métallique que l'Etat français se livre — en ce moment même — à une véritable opération d'inflation.

Les billets de 5 francs et de 10 francs de la Banque de France — qu'on est en train de remplacer par des pièces d'argent de 10 et de 20 francs, et bientôt également par des pièces de nickel de 5 francs — sont de vrais billets, des billets qui, tout comme ceux de 100 ou de 1.000 francs, étaient garantis, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment, par des marchandises, des marchandises existant réellement et de même valeur que le billet correspondant: à tout billet de 5 francs correspondait un droit réel sur une marchandise de 5 francs, à tout billet de 10 francs un droit sur une marchandise de 10 francs. Or, il n'en est pas de même pour les pièces de monnaie métalliques, qui, elles, ne sont pas des billets de banque, et ne sont donc garanties par rien d'autre que par leur propre valeur, par la valeur du métal qui y est contenu. Comme, d'autre part, ainsi que chacun sait, il y a dans l'actuelle pièce de 10 francs pour moins de quarante sous d'argent (1), cette pièce est une pièce fausse pour plus des trois quarts de sa valeur: pour 2 francs elle est vraie, mais pour 8 francs elle est fausse, ces 8 francs ne correspondant à rien, ni à de l'argent contenu dans la pièce, ni à un droit sur une autre marchandise.

Ainsi que tous les faux monnayeurs le savent, l'émission de fausse monnaie est une opération fort lucrative, surtout quand on n'a rien à craindre de la police. Lorsque l'Etat français émet pour 100 millions de pièces de 10 et de 20 francs, qui ne contiennent que 20 millions d'argent, ces pièces ne lui ont coûté (aux frais de monnayage près) que 20 millions, et lorsqu'en échange la Banque de France lui remet 100 millions en billets de banque de 100 ou 1.000 francs, qui, eux, ont vraiment une valeur de 100 millions puisqu'ils représentent un droit sur 100 millions de marchandises, l'Etat, qui fait ainsi exactement la même opération que le copain qui, autrefois, sous prétexte de faire de la monnaie, vous refilait une pièce en plomb contre vos pièces d'or ou d'argent, réalise 800 millions de bénéfices pour chaque milliard de pièces qu'il émet.

Telle est la raison, l'unique raison de cette émission de monnaies métalliques qui n'a pas été sans intriguer fortement le public: il ne s'agit nullement ni de « propreté », ni d'accroître la « confiance » en faisant circuler des pièces de métal au lieu de papier (2); il s'agit tout simplement pour l'Etat de réaliser un bénéfice de faux monnayeur, afin de réduire d'autant le déficit de son budget.

La fausse monnaie métallique fera-t-elle hausser les prix ?

Une question se pose: cette émission de fausse monnaie, cette « inflation », fera-t-elle, comme dans le cas général, monter les prix ?

Tant que le billet de la Banque de France sera « convertible », c'est-à-dire remboursable en or, cette inflation ne pourra faire monter effectivement les prix, mais, ainsi que nous allons le voir, elle réduira, plus ou moins « insidieusement », l'encaisse or de la Banque de France, et par suite tendra à rendre plus difficile le maintien de la convertibilité en or des billets.

Nous n'avions pas eu jusqu'à présent l'occasion de parler du rôle de l'encaisse-or des banques d'émission; c'est le moment d'y arriver.

L'or contenu dans les caisses d'une banque d'émission, de la Banque de France par exemple, ne garantit pas, contrairement à ce que l'on dit, les billets émis par la banque, ceux-ci étant déjà garantis, comme nous l'avons vu,par les marchandises des commerçants qui ont fait escompter leurs traites. Cet or a pour fonction seulement de garantir, non les vrais billets, mais les faux

(1) La pièce de 10 francs qui pèse environ 10 gr. et est au titre de 650 millièmes, contient 6 gr. 5 d'argent. L'argent vaut actuellement 250 francs environ le kilog., soit donc 1 fr. 62 les 6 gr. 5.

(2) A remarquer que sans se rendre compte d'une façon explicite du mécanisme de l'opération, le public s'est très bien rendu compte immédiatement que la pièce ne valait pas le billet. Quand quelqu'un a dans sa poche un billet et une pièce, c'est la pièce qu'il donne d'abord. Il est vrai qu'il déclare que c'est parce que le billet l'embarrasse moins, mais ce n'est manifestement pas la vraie raison: s'il y avait en circulation des pièces d'or, des pièces de 100 francs contenant 100 francs d'or, il garderait la pièce et donnerait le billet !

billets. En effet, même sans qu'on le veuille et même sans qu'on le sache, il peut exister de faux billets de banque, des billets qui par exemple ont été émis pour escompter de fausses traites, c'est-à-dire des traites émises par des commerçants qui ne possèdent pas vraiment les marchandises de valeur correspondante (« cavalerie »). L'or contenu dans les coffres de la banque est la marchandise qui garantit ces billets.

En application de cette règle générale, c'est l'or de la Banque qui garantit les faux billets émis par l'Etat, c'est lui qui constitue la marchandise qu'on peut se procurer en échange des billets d'« inflation », tant du moins que ceux-ci peuvent être échangés contre l'or de la Banque. Les 800 millions de faux billets que la Banque de France remet à l'Etat chaque fois que celui-ci lui remet pour un milliard de pièces de monnaies d'argent, sont mis en circulation par l'Etat pour payer ses dépenses; or, il n'existe pas de détenteurs de marchandises qui aient besoin de ces billets pour acquitter leurs dettes puisqu'ils n'ont pas été émis en contre-partie d'une telle dette; ils sont donc en trop et ne vont pas trouver preneurs. En conséquence, ils vont, soit être portés à la Banque de France pour y être échangés contre de l'or, ce que la Banque est obligée de faire, soit thésaurisés. Ces 800 millions auront donc, pour résultat, dans le premier cas, de diminuer tout de suite d'autant l'encaisse-or de la Banque de France, et dans le second de créer une véritable hypothèque virtuelle sur cette encaisse, puisqu'ils pourront à la première occasion, être échangés contre l'or qui constitue cette encaisse.

L'émission d'une fausse monnaie métallique a donc pour conséquence de réduire d'un montant égal le montant de l'or garantissant les billets de banque, les vrais billets de banque. Et dans le cas où par suite d'une inflation massive, les billets de la Banque de France ne pourraient plus être convertis en or, il faudrait, pour avoir le montant de l'inflation totale, ajouter à celle produite par l'inflation directe en billets de banque, le montant des monnaies métalliques en circulation (déduction faite de la valeur du métal qui y est contenu).

L'inflation allemande

Arrivons maintenant au pays chez lequel les développements de la situation monétaire vont peut-être être les plus « spectaculaires » dans les mois qui viennent: l'Allemagne.

Débarrassé de toute sa phraséologie stupido-démagogique, le programme économique d'Hitler, malgré tous les démentis diplomatiques qui y ont été donnés, se résumait en un mot: inflation. Pour Hitler, tout comme pour Roosevelt, et comme pour tous autres pays capitalistes en détresse qui veulent se tirer d'affaire momentanément, il n'est qu'un remède: la piqûre de strychnine, l'inflation.

Celle-ci a débuté en Allemagne par l'adoption dans les premiers jours de juin d'un programme dit de « redressement économique », consistant à émettre pour un milliard de marks (6 milliards de francs) de nouveaux billets. Des billets qui ne seront garantis par rien, par aucune valeur réelle, par aucune marchandise existante: donc de faux billets. Ces billets doivent servir principalement à payer l'exécution de grands travaux publics; comme ils ne représentent rien, qu'ils ne représentent pas de marchandises, on paiera donc ces travaux publics avec rien, mais ceux qui recevront ces billets devront se partager avec les posseseurs des vrais billets représentant des marchandises, les dites marchandises, ce qui fera monter leurs prix, ainsi que nous l'avons expliqué. Inflation classique.

Ce milliard de faux marks n'est d'ailleurs sans doute qu'un début; il sera vraisemblablement suivi de pas mal d'autres. En tous cas, dès qu'il aura été mis entièrement en circulation, il représentera à lui seul une forte inflation comme on peut en juger par ceci que le total des billets émis par la Reichsbank au moment où le décret a été pris, billets que l'on peut considérer comme étant tous encore de vrais billets, n'était que de 3 milliards 400 millions de marks. Le montant des faux billets sera donc égal à près du tiers des vrais billets.

Le mark ne baissera pas nécessairement sur le marché des changes

La dépréciation monétaire que va produire cette inflation sur le marché intérieur allemand, se traduira-t-elle sur le marché des changes par la hausse des devises étrangères, par la baisse du cours du mark ?

Rien n'est moins sûr, et voici pourquoi:

Supposons un industriel allemand, vendant et achetant des marchandises à l'étranger. Il va vendre ses marchandises contre un certain nombre de francs, par exemple, puis, avec ces francs, acheter à l'étranger les marchandises dont il a besoin. Au cours de cette double opération, sa monnaie nationale, le mark, n'intervient point, et la valeur de celle-ci n'influera en aucune manière sur le nombre de francs qu'il recevra et versera à l'étranger. Cependant rien ne l'empêche, pour la commodité de sa comptabilité, par exemple, de traduire en marks les francs qu'il reçoit et ceux qu'il verse, et de faire cette traduction dans le rapport qu'il voudra, dans celui de six francs pour un mark, par exemple, et cela quelle que soit la valeur véritable du mark sur le marché intérieur. Il ne s'agit là en effet que d'une simple convention.

Supposez maintenant qu'au lieu que l'opération soit faite par un capitaliste isolé, elle soit faite par l'Etat pour le compte de l'ensemble des capitalistes allemands, et vous aurez exactement ce qui se passe en Allemagne depuis déjà longtemps. L'Etat allemand se fait, depuis plus d'un an, remettre tous les billets de banque étrangers que les capitalistes allemands reçoivent de l'étranger à un titre ou à un autre, et les redélivre ensuite aux capitalistes allemands qui en ont besoin pour leurs paiements à l'étranger. Et comme, bien entendu, l'Etat ne peut pas en délivrer plus qu'il n'en a reçus, s'il n'en a pas à en donner, les capitalistes allemands qui doivent de l'argent à l'étranger ne paient pas... C'est ce qu'on appelle, d'un charmant emphémisme, le « bloquage des devises ».

Telles sont les seules opérations de « change » qui se pratiquent actuellement en Allemagne, c'est-à-dire des opérations de « change » où il n'y a pas en réalité de « change ». Des devises étrangères entrent et sortent, mais à aucun moment ne sont échangées contre des marks. Dès lors on peut fixer le taux de ce change qui n'existe pas au niveau que l'on veut; c'est un taux purement conventionnel; et c'est pourquoi, gravement, chaque jour, le Reich peut publier une cote des chan-

ges où le mark est au pair, où il ne marque aucune dépréciation par rapport au franc, au florin ou à toute autre monnaie d'or.

Et ceci, inauguré pour empêcher la baisse du mark, par crainte de l'inflation, peut naturellement parfaitement subsister après que l'inflation sera devenue effective, et même après des inflations massives. La preuve en est l'U.R.S.S., pays où une suite d'inflations massives a fait perdre au rouble une part considérable de sa valeur sur le marché intérieur (les prix y ont monté considérablement), mais où les 10 roubles — le tchervonetz — continue à être imperturbablement coté au pair à la cote des changes.

La décadence chez les vieilles souches et chez les parvenus

Nous voici arrivés à la fin de cet aride exposé; il ne nous reste plus qu'à en tirer quelques conclusions.

Une première conclusion est que les inflations actuelles sont, quoi qu'il puisse en paraître au premier abord, infiniment plus graves que celles qui ont suivi la guerre. Celles-ci étaient la conséquence manifeste de la guerre. Il était compréhensible qu'après un tel cataclysme où tant de valeurs réelles, de marchandises, s'étaient évanouies en fumées, les Etats, qui avaient pris à leur compte le remboursement de ces valeurs, ne puissent tenir leurs engagements, et soient réduits à la banqueroute. L'inflation leur fut un moyen commode de faire banqueroute, et ce moyen de parer à une situation exceptionnelle, avait en somme été réalisé assez simplement.

Il n'en est pas de même pour les actuelles manipulations monétaires, qui sont de véritables acrobaties et qui ne résultent point, quoi qu'on en dise, d'une situation exceptionnelle, car rien n'est plus normal pour le régime capitaliste que l'actuelle crise de « surproduction », puisqu'il s'en produit régulièrement une semblable chaque décade.

La complexité de ces opérations, leur tarabiscotage, l'extrême habileté même qu'elles dénotent, sont, comme dans les styles d'architecture, une preuve de décadence. Un régime qui ne tient que par de tels procédés, qu'il faut étayer de tous côtés, à l'aide de mécaniques aussi compliquées, est un régime qui n'est plus en équilibre, un régime donc qui tire sur sa fin. Rien n'est plus caractéristique du déséquilibre de l'économie capitaliste dans sa phase impérialiste, que l'actuelle « bataille des monnaies ».

Une seconde conclusion, moins générale, est à tirer de cette étude. Elle est dans le contraste saisissant entre les procédés de l'Angleterre et ceux de l'Allemagne. Contraste entre les procédés d'un capitalisme pourvu de grandes traditions comme le capitalisme britannique, pourvu de grandes traditions parce qu'il a été le « porteur » même de la classe, étant né au début même du capitalisme, s'étant développé avec lui, lentement et progressivement, et ayant atteint avec lui son apogée; profondément pénétré par suite des nécessités internes du capitalisme, des conditions de fond qui sont nécessaires au maintien de son existence et de sa domination; en étant tellement pénétré, qu'il en demeure encore pleinement imprégné même à l'époque de la décadence.

Au contraire, le capitalisme allemand, débutant à un moment où la société bourgeoise dans son ensemble est déjà sur son déclin, croissant à une allure de record, dans une serre surchauffée où il n'a plus qu'à copier, en augmentant les dimensions, profitant d'une expérience, qui n'est pas la sienne.

Un pareil capitalisme ne saurait manifestement avoir la solidité morale du précédent: il ne saurait pareillement comprendre les nécessités profondes et permanentes de la vie de sa classe.

Et alors, tandis que le capitalisme britannique essaie de limiter, le plus possible, les mesures de décadence, le capitalisme allemand, croyant faire du « réalisme », s'y jette, lui, tête baissée, à corps perdu. Le capitalisme britannique, tout comme le capitalisme allemand, est obligé de manipuler sa monnaie, mais tous ses efforts tendent à limiter ses manipulations aux échanges avec l'extérieur; c'est seulement aux frontières de sa monnaie, si l'on peut dire, qu'il crée une monnaie artificielle; il crée bien une livre sterling camelote, mais il réserve cette camelote pour l'exportation. A l'intérieur du pays, au contraire, il conserve, ou tout au moins essaie de conserver, une « monnaie saine », une monnaie sans inflation, ou tout au moins ne comportant qu'une inflation aussi limitée que possible. Jugeant avec raison qu'il importe pour le maintien à longue échéance de sa domination, de conserver un pays *sain*, et pour cela, avant tout, une économie *intérieure* saine, des échanges *intérieurs* non truqués.

Au contraire, les autres, les parvenus, les magnats qui datent d'hier, ne songent qu'au « prestige ». La vraie valeur du mark, ils s'en fichent ! L'ébranlement intérieur, les formidables secousses que peuvent infliger à l'édifice capitaliste dans leur propre pays, deux destructions successives de la valeur d'achat de leur monnaie, ils s'en fichent, pourvu qu'ils puissent continuer à afficher une cote des changes où le mark égale le franc, où le mark fasse prime sur la livre !

R. LOUZON.

P.S. — J'avais oublié dans mon article de la quinzaine dernière, de signaler une particularité importante, dans l'actuelle baisse du dollar.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les baisses de monnaie précédentes, sauf lors des dernières convulsions de l'ancien mark, les prix *intérieurs* américains montent *plus vite que ne baisse le dollar au marché des changes*. Il s'en suit que cette baisse *ne crée pas de prime à l'exportation ;* tout au contraire. Tant que la baisse du dollar se produira de cette manière, il est faux de dire qu'elle obligera l'Angleterre à dévaluer davantage sa livre si elle veut conserver les avantages que procurait à son commerce extérieur le fait d'avoir été seule à jouir d'une prime à l'exportation.

Les ingénieurs anglais condamnés pour sabotage par un tribunal soviétique régulier ont été remis en liberté.

Les milliers de révolutionnaires russes mis en « isoloir » ou déportés en Sibérie et en Asie Centrale par décision du Guépéou y sont toujours : ils ne jouissent pas de la protection de M. Macdonald et du roi d'Angleterre.

PAGES OUBLIÉES

Vive la famine !

C'est fait !

Par 308 voix contre 173 les élus du suffrage universel, gouvernement en tête, se sont portés au secours de la grande propriété terrienne, des Rothschild du sol, dont les « revenus » — selon l'expression ministérielle — vont être « augmentés » et garantis par un droit de trois francs par hectolitre sur les blés étrangers.

Peu importe que la France, en régime de propriété individuelle, ne produise pas le froment nécessaire à la nourriture de ses habitants, réduits encore par centaines de mille au pain noir de l'orge, sinon de l'avoine. — On arrêtera à la frontière le pain blanc venu des Etats-Unis ou de l'Inde.

Peu importe que, sous l'action de la plus terrible des crises économiques, les salaires réduits ici et supprimés là rendent de plus en plus insoluble le problème de la vie ouvrière. — Le pain familial sera renchéri de 18 francs par an d'après M. Méline, de 25 à 30 francs d'après M. Duval, de 60 francs d'après M. Nadaud.

Vive la famine, du moment qu'organisée fiscalement elle peut seule rehausser le prix des fermages, c'est-à-dire sauver la rente foncière menacée par la concurrence céréalière américaine ou asiatique !

Le gouvernement a pour « devoir » — le mot a été dit — de protéger le travail national, lorsque ce travail est représenté par des nationaux qui ne travaillent pas, par la fainéantise possédante.

Il lui est au contraire interdit d'intervenir, son rôle de protecteur cesse, lorsque le travail national qui crie vers lui est représenté par les travailleurs eux-mêmes, par la classe ouvrière des villes et des campagnes.

Nul n'ignore, en effet, que si les revenus propriétaires, après s'être démesurément accrus pendant les trois premiers quarts de ce siècle, ont baissé depuis quelques années par suite de l'importation des produits agricoles du dehors, les salaires prolétariens ont été — et continuent à être — bien autrement affectés par l'envahissement de la main-d'œuvre étrangère.

C'est par dix-huit cent mille que se chiffrent les bras italiens, belges, allemands et espagnols qui à l'atelier et aux champs ont concurrencé ou remplacé les bras nationaux. Plus de travail pour nos salariés ou le travail au rabais !

Et quoique les victimes d'une pareille invasion n'aient jamais demandé l'exclusion de concurrents transformés en affameurs ; quoiqu'ils se soient bornés dans leur programme électoral, devant la commission d'enquête et ailleurs, à réclamer de la loi un tarif minimum au-dessous duquel il fût prohibé de faire travailler, ils se sont toujours vus repoussés avec perte, l'Etat ne pouvant pas s'immiscer dans le jeu naturel de l'offre et de la demande.

Le laisser-faire, laisser-passer était un principe sacré, auquel — même pour arracher à la faim des milliers de femmes et d'enfants — il était défendu de toucher, parce que le principe, alors, se traduisait par une réduction des prix de revient ou par un accroissement de profits pour les employeurs.

Il tombe en revanche au rang de simple « balançoire », et l'on se fait gloire de le balancer, dès qu'appliqué, non plus aux producteurs mais aux produits,il entraîne pour d'autres employeurs l'abaissement des prix de vente ou une réduction de bénéfices.

De même que la République en danger faisait à Rome suspendre toutes les lois, dans notre France capitaliste tout doit être sacrifié aux revenus du capital en danger.

Tout, même nos gouvernants, qui ne sont pas sans savoir quelle responsabilité ils ont assumée en se présentant d'ici quelques mois, devant le pays électoral, comme « la République du pain cher ».

C'est leur mort politique que quelques-uns au moins viennent de signer — et qu'ils re-signeraient tous à l'occasion — pour satisfaire la gent capitaliste dont ils ne sont que les valets.

Jules GUESDE.

(*Cri du Peuple*, 1885).

Comment Daladier met au pas les « puissances d'argent »

De l'*Information*, quotidien financier (29 juin) :

— *L'acceptation par la Commission des Travaux publics du projet gouvernemental de réorganisation des réseaux a transformé en véritable « boom » la fermeté des chemins de fer que nous signalions hier. Le* Lyon *passe de* 937 *à* 1.000, *le* Midi *de* 747 *à* 794. *Le* Nord *bondit de* 1.455 *à* 1.540 *et l'*Orléans *de* 874 *à* 950.

Du même journal, le lendemain :

— *A l'exception du* Lyon, *qui se borne à consolider sa hausse de la veille, les autres titres de* chemins de fer *poursuivent leur reprise accélérée. L'*Est *s'enlève de* 702 *à* 775, *le* Midi *de* 794 *à* 840, *le* Nord *de* 1.540 *à* 1.585, *l'*Orléans *de* 950 *à* 982.

Nous reviendrons en détail sur ce monstrueux projet de « réorganisation » des chemins de fer, établi par le ministère Daladier, et accepté à l'*unanimité* par la Commission des Travaux Publics de la Chambre.

Disons seulement que la joie de la Bourse est plus qu'amplement justifiée. Des diverses conventions « scélérates » que l'Etat a passé avec les Compagnies de chemins de fer, aucune n'a atteint celle-ci en scélératesse. Il revenait au ministère le plus à « gauche » d'oser le scandale devant lequel Tardieu lui-même avait reculé.

CEUX QUI NE SE LAISSENT PAS FAIRE

La vigoureuse réaction du prolétariat d'Auvergne contre le fascisme

La lutte contre le fascisme est à l'ordre du jour ; je suis de ceux qui, pour mener cette lutte, font confiance, surtout à l'action directe des travailleurs.

On parle d'« avachissement » ; ...peut-être, mais il y a aussi de belles et surtout d'utiles, réactions contre le fascisme français naissant. Indépendamment des meetings, boycotts, campagnes de presse, il y a des réactions « de force » qui méritent l'attention.Telles celles qui se sont produites dernièrement, dans le Puy-de-Dôme et spécialement à Clermont-Ferrand. J'ai pu y assister et y participer, en partie. Mon métier — postier ambulant — me l'a permis. Quoique n'habitant pas l'Auvergne, j'y réside assez souvent, je peux y observer l'action des organisations ouvrières, et, chaque fois qu'il m'est possible, je me mêle à leur action.

Une procession comme revanche à l'échec d'Anthouard

Il y a six semaines la réaction auvergnate, avec l'appui du maire « radical » de Clermont-Ferrand, se mit en tête de rétablir une procession à grand fracas, qui était interdite depuis 1903. C'était un défi à la classe ouvrière, prélude à d'autres manifestations de pré-fascisme. La ligue de d'Anthouard s'était heurtée, quelque temps auparavant, à la contradiction victorieuse des syndicats locaux de services publics. La réaction pensait être plus heureuse en attaquant par le moyen de la religion. Le jour de cette procession, les mercantis marchèrent à fond avec les cléricaux : drapeaux tricolores, ou blancs et bleus, pressions sur le personnel, appui total non déguisé.

Mais un front unique loyal se réalisa aussitôt entre les organisations ouvrières, et libre-penseuses. Personne ne tira la couverture à soi. Et le résultat fut que la procession se déroula sous les sifflets, les chants révolutionnaires, les projectiles divers. Plusieurs fois les barrages de gardes-mobiles faillirent être enfoncés, et le cortège clérical coupé. Quelques cléricaux furent bosselés. Ceci sous les regards approbateurs, de ceux des travailleurs qui étaient venus en curieux et sur lesquels la mascarade cléricale avait compté principalement porter.

Puis une manifestation ouvrière se déroula dans la rue ; les commerçants processionnards furent conspués et contraints de se terrer chez eux. Villedieu, militant socialiste local, harangua la foule au nom du Comité de défense laïque, et l'« Internationale » retentit. Malgré les forces policières nombreuses, les travailleurs s'étaient imposés dans la rue.

Les « miliciens » d'Hervé sautent par les fenêtres

Huit jours plus tard, à Ambert, fief réactionnaire, Tardieu ne parla qu'en réunion privée. Les socialistes et syndicalistes, peu nombreux dans cette région, ne purent que répondre par des réunions publiques.

Mais la réaction remettait ça à Clermont-Ferrand, quinze jours plus tard. En plein quartier ouvrier, à Fontgièvre, à la Maison du Peuple, la bande Hervé, prétendait organiser une milice nationale-socialiste. Jeunesses socialistes et socialistes adultes, syndicalistes, communistes, s'assemblèrent aussitôt et voulurent imposer la contradiction de Villedieu. Les hitlériens fermèrent alors la porte d'entrée au nez des ouvriers et assommèrent proprement Villedieu isolé. Le résultat fut immédiat. Un chantier voisin fournit des pierres, un bélier improvisé enfonça la porte. Les « miliciens » verts de frousse, furent laissés sur le carreau ou sautèrent par les fenêtres.

Il n'y aura pas de « milice nationale-socialiste » à Clermont.

Hervé, qui se vantait de dresser les ouvriers auvergnats avec cent « miliciens », ne reviendra pas de sitôt s'y frotter.

... et les camelots du roi descendent des « croisé-e-s »

Le lendemain, la camelote royale prétendit s'imposer avec une solennelle andouille dénommée amiral Schwerer, ou quelque chose d'approchant. Affiches provocantes. Immédiatement, le mot passe dans les syndicats et les organisations politiques révolutionnaires : « Echec au fascisme ! »

Le lendemain donc de nombreux travailleurs admiraient le Schwerer, mais pas longtemps ; les camelots du roi furent en un instant cravatés ou assommés à coups de briques. La police qui protégeait la réunion royale, voulut s'interposer. Evidemment elle fut bousculée par le nombre, et, encore une fois, les camelots du roi « descendirent des croisés ». A Clermont les fascistes entrent à la Maison du Peuple par la porte mais ils en sortent par les fenêtres.

Un moment les bagarres se prolongèrent dans la rue. Mais celle-ci fut bientôt nettoyée, et, place de la Liberté (nom prédestiné !), on fit un feu de joie avec les paquets d'« Action française » et brochures du même tonneau. Autour, une ronde s'organisa aux accents de la Carmagnole.

Quelques policiers, cette fois, avaient écopés, mais pourquoi protégeaient-ils la royauté, ces flics « républicains » ?

Toujours est-il que devant la fureur réactionnaire et celle, occulte, du baron de Châteldon (Pierre Laval), on arrêta deux militants communistes : Pranchère et Fort. Pensez-donc ! le « fascisme rouge » à Clermont !!!

Et oui, bravo pour le fascisme rouge ! messieurs de l'« Avenir du Plateau Central » et du « Moniteur » lavalliste.

Le front unique loyal se reconstitua illico, et à l'heure où j'écris la foule ouvrière réclame la libération de Pranchère et de Fort.

Vers une « garde prolétarienne »

Comme vous le voyez, les travailleurs auvergnats ne s'endorment pas. Leur bloc de classe se reconstitue spontanément à la première alerte. L'élan étant donné ils pourraient organiser dès maintenant une

garde prolétarienne. Les socialistes parisiens l'ont presque réalisée cette garde ouvrière.

Instrument d'attaque et de défense, c'est sur une garde prolétarienne, qu'à mon sens, doivent s'appuyer les conquêtes ouvrières. C'est cette garde qui épaulera la révolution sociale et repoussera le fascisme. Les discours et incantations démocratiques sont une chose, les actes en sont une autre, plus utile puisque la question de force se pose et se posera de plus en plus.

Du côté « dirigeants communistes » on sent bien un peu la hargne ; du côté réformiste on a commencé par réprouver l'action directe (voir « La Montagne » de Varenne du 29 mai), et puis, comme elle s'impose, ma foi, on ne l'approuve pas tout à fait, mais enfin on ne se met plus ouvertement en travers.

Les ouvriers confédérés disent aussi que le secrétaire de l'Union départementale a bien vieilli, que ce secrétaire désapprouve la « bolchévisation » de l'action... Qu'y a-t-il de vrai exactement ?

Une chose certaine c'est que certains dirigeants freinent plus ou moins ouvertement. Mais les ouvriers ne les écoutent guère et il est certain qu'il y a chez beaucoup une volonté de lutte.

Reste à emporter la bastille Michelin

Pour les syndicalistes, le gros bastion à emporter à Clermont-Ferrand, c'est Michelin, chez lequel sévissent le mouchardage, le chômage, la rationalisation et l'inorganisation syndicale. Dure bataille à mener. Les chefs de l'Union départementale confédérée ne paraissent pas suffisamment vigoureux ; les communistes veulent tout bouffer et faire les matamores, là où il faudrait conquérir le terrain pied à pied et au prix de durs sacrifices ! La direction ne badine pas avec les présumés révolutionnaires ; le chômage sévit alentour. Alors ?

Alors il faut commencer par le commencement et ne pas faire le tranche-montagne. Il ne faut pas non plus se dégonfler en disant : il n'y a rien à faire, et abandonner à la surexploitation une telle masse d'ouvriers. Problème délicat ! Mais problème capital pour les syndicalistes de cette région.

En tous cas il est démontré par les derniers événements que les travailleurs clermontois réagissent, et avec quelle vigueur ! Que serait-ce si l'unité était faite ! Mais je pense qu'aparavant Varenne, et quelques autres, devront disparaître des organisations d'avant-garde. Ils ne sont, dans l'action, que des poids morts, et même des obstacles, et ils maintiennent encore, par un certain prestige qu'ils conservent, beaucoup de travailleurs dans les errements du réformisme et de la collaboration de classes. Y aurait-il des scissions salutaires ?

G. CORSIN.

COMMANDEZ

vos cartes postales

VICTOR SERGE

Voir l'annonce en troisième page de la couverture

Parmi nos Lettres

Les Attila modernes Comme suite à l'article de la « R. P. » du 5 juin sur les républiques communistes en Mandchourie, John Achard nous écrit :

Je me souviens des sous que l'on nous faisait donner, à l'école du dimanche, pour racheter les petits chinois, et les récits épouvantables sur les missionnaires sciés entre les planches. On cachait sous ces infâmes calomnies notre réelle barbarie, qui nous est bien propre, car c'est de notre propre mentalité de pillards que nous gratifions les peuples que nous disons sauvages et barbares.

Ceux qui ont vécu dans les colonies ont été à même de juger la valeur de notre action civilisatrice, qui partout, partout, se manifeste exactement comme est décrite l'invasion des Huns dans le livre d'histoire du fils de Bicard, ce que Tacite formulait lorsqu'il fait dire à Galganus: « Ni l'orient, ni l'occident ne les ont rassasiés (les Romains) ; seuls de tous les mortels ils poursuivent d'une égale ardeur et les richesses et la misère. Enlever, égorger, piller, c'est, dans leur faux langage, gouverner, et où ils ont fait un désert, ils disent qu'ils ont fait la paix ». — Nous sommes les dignes fils des Romains.

A bas le latin ! A propos de la « valeur » des humanités, un camarade professeur nous écrit :

Notre enseignement (au lycée) devient de plus en plus un enseignement de classe. Je pense que le moment est venu d'attaquer directement le latin, qui est la pièce maîtresse de la soi-disant culture bourgeoise, et autour duquel se groupe-ront toutes les résistances.

Le député file à droite, mais pas ses électeurs. D'un camarade du Rhône :

A Villefranche, il y a un progrès chez les communistes, du fait de Chouffet, député socialiste de gauche, naguère, qui, maintenant est au centre de la S.F.I.O. et s'oriente en douce vers la droite. Il me fait penser à Zévaès, avec moins de savoir socialiste.

Le bolchevisme en gynécologie. Un camarade médecin nous écrit :

Je viens d'en lire une bien bonne dans un journal médical. Il s'agit du « lever précoce des opérées ». C'est une méthode qui consiste à faire lever au bout de 48 heures les femmes qui ont subi les opérations abdominales les plus graves. Méthode brutale, brillante et un peu bête (car, mon Dieu, où est l'avantage ?), sportive en un mot. L'auteur, qui préconise en France l'adoption de cette pratique, fait tout naturellement argument de tout et notamment de ce qu'« au tout récent congrès de chirurgie de Moscou, le principe du lever précoce a été admis à l'unanimité des 1500 membres ».

Cela est admirable. Les congrès scientifiques, jusqu'à présent, consistaient en communications de résultats, de statistiques, en échanges de point de vue pour et contre, après quoi, les lanternes suffisamment éclairées, chaque praticien se retirait, libre d'agir suivant ses conceptions, son tempérament... et l'état de ses malades.

Mais les Russes ont changé tout cela. Ils chargent les congrès de décider de la vérité scientifique ! Et comme on est en régime bolchevik, qu'il ne faut pas déplaire aux pontes qui organisent le congrès, si contestable que soit la question, c'est, naturellement, une décision « unanime » ! Pauvres femmes russes...

LETTRE DE BELGIQUE

La scandaleuse arrestation de Lazarevitch

Vous connaissez sans doute déjà l'arrestation de Lazarevitch. Notre camarade avait été à Verviers pour y soutenir les ouvriers du textile en grève. Il y avait déjà pris la parole dans plusieurs réunions, lorsqu'un meeting en plein air qui devait se tenir le 8 juin, fut interdit par le bourgmestre. Sans se laisser démonter, nos camarades louèrent un logement sur la place où devait se tenir le meeting, et, à l'heure dite, Lazarevitch apparut au balcon de ce lieu « privé », et harangua la foule, tandis que la police, bientôt alertée, s'évertuait à la disperser.

Furieuses d'avoir été ainsi narguées, les autorités firent arrêter Lazarevitch. Le prétexte?... Qu'il aurait « provoqué directement et méchamment, par des discours tenus dans des réunions en lieux publics, à commettre des faits qualifiés crimes par la loi, notamment l'*extorsion, à l'aide de violences ou de menaces, d'objets mobiliers ou de marchandises...* »

Or, ainsi que sont prêts à en témoigner tous ses auditeurs, Lazarevitch ne fit, ce jour-là, que répéter la proposition qu'il avait déjà maintes fois faite dans des réunions antérieures: à savoir que les organisations syndicales prennent l'initiative d'élire des délégués qui se rendraient dans les magasins afin de demander aux commerçants une aide pour ceux que le gouvernement s'apprête à affamer par le moyen de ses « arrêtés-lois ».

Arrêté à 4 heures de l'après-midi, Lazarevitch fut jeté, selon la mode nazi, dans une cave sans air et sans lumière, où il dut rester jusqu'au lendemain 9 heures, bien que son mandat d'arrêt portait qu'il devait être conduit *immédiatement* en prison.

Sa mise en liberté provisoire a, naturellement, été refusée; on s'en étonnera d'autant moins que le Président du Tribunal, un nommé Devos, n'est autre que le Président du « Comité de Conciliation » pour le conflit du Textile, comité où il est le meilleur agent du patronat. En maintenant en prison Lazarevitch, ce « magistrat » savait combien il allait faciliter la « conciliation »... sur le dos des ouvriers!

La Maison du Peuple refusée

En présence d'un arbitraire aussi criant, des protestations se sont élevées, même en dehors des milieux syndicalistes, dans les rangs du Parti Ouvrier belge... lui-même. Cependant il faut distinguer entre les différents militants d'une part, distinguer entre les paroles et les actes, de l'autre.

Tandis que les éléments locaux et jeunes affirmaient leur solidarité avec Lazarevitch, que le secrétaire de la Fédération socialiste de Verviers, Pétry, intervenait personnellement en faveur de Lazarevitch, — que l'organe socialiste de Verviers, le *Travail*, déclarait: «*nous défendons Lazarevitch parce que sa détention est symbolique, parce que son emprisonnement est une menace pour tous ceux qui pensent différemment du gouvernement* », — tandis que la Fédération régionale des Jeunes Gardes socialistes protestait contre « *la scandaleuse arrestation du citoyen Lazarevitch, dont elle partage les paroles et l'action antigouvernementale* », les dirigeants socialistes de Bruxelles refusaient, eux, la salle de leur Maison des 8 heures, aux organisateurs d'un meeting de protestation contre l'incarcération de Lazarevitch ! Et alors que cette même salle est louée à n'importe quelle organisation bourgeoise qui en fait la demande!

Contre le fascisme... "pétitionnons" !

Le scandale de l'arrestation de Lazarevitch n'est d'ailleurs que la conséquence d'une situation qui ne fait que se développer. Depuis que le gouvernement s'est fait attribuer les « pleins pouvoirs », nous sommes dans un véritable état de pré-fascisme. La situation des travailleurs devient de plus en plus pénible, et au lieu de réagir par les moyens appropriés — c'est-à-dire par des moyens d'action directe, et notamment la grève générale — le Parti Ouvrier belge ne trouve rien de mieux que d'organiser un « pétionnement pour la dissolution des Chambres » ! Moyen d'endormir le prolétariat ! Diversion à sa colère !

Tous les appareils du parti sont actuellement mobilisés pour cette fumisterie; non seulement les appareils politiques, mais hélas! aussi, l'appareil syndical. C'est ainsi que la revue *Le mouvement Syndical Belge* intitule son éditorial du 20 juin: « *En avant pour le pétitionnement !* » !!

Au jour où je vous écris, il y a bien une grève, et pour laquelle le Parti Ouvrier belge marche à fond, mais c'est une grève... de commerçants! Ceux-ci, principalement les bistrots, ont décidé de ne pas éclairer leurs boutiques afin de protester contre l'envoi en vacances des Chambres avant le vote de la loi sur la révision des baux. Que le Parti Ouvrier marche, en cette occasion, avec les mercantis contre les propriétaires, nous n'y voyons pas d'inconvénients, mais que ne met-il la même ardeur à défendre les ouvriers !

En tous cas l'arrestation de Lazarevitch, loin d'arrêter la propagande syndicaliste révolutionnaire n'a fait que la stimuler. Le *Réveil Syndicaliste*, dont la R. P. a déjà entretenu plusieurs fois ses lecteurs, et dont Lazarevitch assurait la « cuisine », non seulement continue, comme de bien entendu, mais voit accroître rapidement sa vente. La semaine dernière les 1.250 exemplaires qui formaient jusque là son tirage, ont été enlevés en trois jours, et, maintenant, on doit tirer à 1.500. Les yeux commencent à s'ouvrir.

I. M.

Bruxelles, le 28 *juin* 1933.

***

Le *Comité de Solidarité des Ouvriers du Textile en Lutte*, lance, en faveur de Lazarevitch, un appel dont voici la conclusion:

Lazarevitch doit recomparaître dans un mois soit le 13 juillet pour qu'il soit statué à nouveau sur la détention préventive ou sur le renvoi en correctionnelle. D'ici là il faut que l'opinion publique soit saisie, il faut que les protestations s'élèvent dans les réunions, dans les meetings, dans les syndicats ouvriers.

La défense de Lazarevitch c'est la défense contre la mesure odieuse de la réaction gouvernementale, c'est la défense contre la fascisation du régime.

La renaissance du Syndicalisme

AVANT LE CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL

Les instituteurs et la guerre

Je connais des militants ouvriers qui n'aiment pas les instituteurs. Sans savoir au juste ce qu'ils leur reprochent, je crois qu'ils ne les aiment pas surtout parce qu'ils sont... instituteurs et que quelques-uns d'entre eux se donnent volontiers des airs de donneurs de leçons. Mais il est des militants ouvriers dont le sentiment hostile s'explique de façon moins désintéressée. Je songeais, en étudiant les rapports établis par les sections du Syndicat national sur la question de la guerre, inscrite à l'ordre du jour du Congrès du mois prochain, à l'attitude de la Fédération de l'Enseignement et de ses militants au cœur de la tourmente de 1914 à 1918. Bien des « jusqu'auboutistes » de l'époque n'ont pas pardonné aux instituteurs de s'être dressés contre le syndicalisme de guerre et d'union sacrée, de n'avoir pas coupé dans les boniments de la guerre du Droit et de la Liberté. Il y a des militants ouvriers qui n'aiment pas les instituteurs parce que les instituteurs syndiqués surent, de 1914 à 1918, rester des hommes et des syndicalistes.

Eh bien! — tant pis si la suffisance de certains en doit être froissée — les instituteurs se placent, aujourd'hui encore, sur le problème de la guerre, à l'avant-garde de notre mouvement syndical. A ceux qui croiraient que j'exagère, je demanderai de me citer une Fédération ouvrière qui se penche avec autant de sérieux et de passion sur le problème essentiel de la guerre et de l'action ouvrière contre la guerre que l'ont fait, ces temps-ci, les sections du Syndicat national, et que le fera certainement, au début d'août, le Congrès du Syndicat national.

Au risque de contrarier de bons camarades, j'ajouterai que l'on sent, entre l'effort actuel du Syndicat national et l'attitude de la Fédération de l'Enseignement pendant la guerre, une espèce de filiation : ce n'est pas sans raison qu'aujourd'hui des militants de la Fédération en arrivent à déclarer que c'est dans le Syndicat national que revit et se développe l'esprit de la Fédération. Mais je veux tâcher de vous en donner une idée...

*
* *

Pour permettre une discussion ordonnée, afin d'obtenir des idées nettes et des textes clairs, le camarade Vivès établit, il y a plusieurs mois, pour les sections du S.N., un plan d'étude remarquable.

Trois grandes divisions:

I. — La légitimité de la guerre;

II. — Moyens positifs à mettre en œuvre pour empêcher la guerre;

III. — Quelle doit-être l'attitude des instituteurs à l'égard de l'appareil militaire ?

Il faut accorder au premier point du plan d'étude de Vivès au moins autant d'importance qu'au second: l'exemple de 1914 ne nous montre-t-il pas que la défaillance morale précéda, provoqua ce qu'on peut appeler la défaillance matérielle: combien de militants surent résister alors aux « bobards » sur le kaisérisme, le caporalisme allemand qu'il fallait abattre afin de sauver la démocratie et la liberté ? Combien de syndicalistes pensèrent, en août 1914: « Non, cette guerre n'est pas notre guerre » ? Combien surent discerner la réalité, les vraies raisons du gigantesque égorgement ?

Voici comment Vivès a posé la question de la légitimité de la guerre:

A) Toute guerre dans laquelle notre pays se trouve engagé est-elle de ce fait légitime? Par suite, l'Etat est-il fondé à demander aux citoyens les plus grands sacrifices pour la mener jusqu'à sa conclusion victorieuse?

B) Cela est-il exact pour certaines guerres seulement? Dans ce cas, quelles sont-elles? Et quelles sont par contre les circonstances qui rendront une guerre condamnable?

C) Toute guerre, quelles qu'en soient les causes, quelles que soit l'épithète à lui accorler (impérialiste ou non, offensive ou défensive, coloniale ou de libération, oppressive ou révolutionnaire) doit-elle être condamnée et, par les moyens les plus efficaces, empêchée?

Voyons ce qu'en pensent les sections.

*
* *

Ain

La section... « estime qu'aucune guerre n'est légitime et les condamne toutes. Toutefois, elle croit nécessaire de distinguer la révolution de la guerre et, pensant que le régime capitaliste actuel ébranlé et insatiable est le plus grand danger pour la paix, elle préconise contre le capitalisme à abattre la révolution — aussi pacifique que possible — et engage tous ses adhérents à l'accomplir sans cesse et sans retard, par leur action consciencieuse et énergique, comme citoyen, comme travailleur syndiqué, comme instituteur ».

Alpes-Maritimes

Ici, pas la moindre illusion sur le caractère de la guerre. La section... « constate que la guerre apparaît nettement comme une fatalité du régime capitaliste. Les groupes industriels et financiers, constamment à la recherche de débouchés et de voies commerciales, n'ont cessé de pousser à l'offensive dans les pays à coloniser (Chine, Maroc, Nicaragua). Ils font batailler les petits pays soumis à leur exploitation (Paraguay contre Bolivie, Pérou contre Colombie). Ils inspirent la guerre des douanes et des tarifs protecteurs. Ils nous conduisent vers une crise aiguë qui provoquera un nouveau conflit mondial ».

Bouches-du-Rhône

Une série de réponses très nettes:

« L'unanimité des membres de l'assemblée générale ont été d'accord pour condamner toute guerre, quel que soit le qualificatif sous lequel elle est présentée. Il paraît impossible à des syndicalistes de pouvoir envisager

la légitimité d'une guerre même défensive en régime capitaliste. La guerre a été mise officiellement hors la loi. La guerre est et reste un assassinat collectif, elle frappe les innocents ». Et le rapporteur propose « une mise à l'étude de la révision de la *notion de patriotisme* ».

Drôme

Sous le titre: « La classe ouvrière contre toutes les guerres », le rapporteur de cette section a fourni, sur la légitimité de la guerre, un texte vraiment bien, dont voici, notamment, le début: « Instituteurs, et don nembres de la classe ouvrière, nous nous déclaron à ce titre adversaires déterminés et irréductibles d toute guerre internationale à laquelle se trouverait désormais mêlé notre pays, qu'elle soit dite *offensive, défensive,* ou *coloniale.* Pour tout exprimer d'un mot, nous répudions irrévocablement la guerre impérialiste ».

Eure

« Aucune guerre n'est légitime, ni en droit, ni en raison. La guerre est condamnée par la *loi morale* (tu ne tueras point), la *loi humaine* (Pacte de Paris « la guerre hors la loi »). En conséquence, l'Etat n'est pas fondé à demander aux citoyens les plus grands sacrifices en vue de la guerre, il ne peut les obliger à accepter ce que sa loi condamne. Ceci est exact pour toutes les guerres, quelle que soit l'épithète accolée. Guerre défensive ? Toutes les guerres sont présentées comme défensives et des deux côtés de la barricade les peuples partent en défenseurs ardents du territoire menacé ».

Finistère

« La guerre est toujours illégitime », déclare le rapporteur de cette section. « Il faut combattre toutes les guerres — confirme un camarade — qu'elles soient offensives ou défensives, car une guerre, à l'heure actuelle, ce serait la fin de la civilisation, ce serait la misère pour les générations futures... Rien n'est plus dangereux, rien n'est plus redoutable qu'une guerre. Pas même l'annexion à un pays étranger. Voilà ce qu'il faut se dire; voilà la vérité dont chacun de nous doit s'imprégner et se faire le propagandiste. Etre exploité par Krupp au lieu de l'être par Schneider ou Citroën, quelle importance cela peut-il avoir pour l'ouvrier ? »

Hérault

«... La classe ouvrière fait toujours les frais des conflits dont profitent seuls les magnats du commerce, de l'industrie, de la banque ou du nationalisme. La fameuse « Raison d'Etat » doit être ignorée du syndicalisme. »

Loir-et-Cher

« Toute guerre dans laquelle notre pays est engagé ne se trouve nullement de ce fait légitime; toute guerre, offensive ou défensive, coloniale ou de libération, étant à la fois le renversement de toutes les règles essentielles de la morale courante et la cause d'innombrables morts, ruines et deuils de toutes sortes, est, de ce fait, condamnable ».

Haute-Loire

Après une étude fouillée des causes de la guerre de 1914, le rapporteur déclare: « La légitimité de la guerre ? Nous n'en connaissons aucune légitime, nous les combattrons toutes ».

Nièvre

Notre ami Hagnauer a participé à l'assemblée générale de la section de la Nièvre; il y a défendu les idées contenues dans le rapport qu'il avait précédemment établi pour la section de la Seine et dont la *R. P.* a donné un large extrait dans son numéro du 25 mai. Avant l'assemblée, quatre études avaient été établies. Le rapporteur concluait sur le premier point que « la guerre ne peut être légitime », mais un camarade, cependant, faisait entendre une note différente, en écrivant ceci:

« A la première question, l'unanimité des réponses fait ressortir toute la haine, l'horreur et le profond dégoût qu'inspire la guerre aux instituteurs. Les comptes rendus des sections cantonales ne nous apprennent rien; le corps enseignant actuel, composé de gens ayant vécu la guerre ou en ayant souffert indirectement est profondément pacifiste.

» Toutefois, cette première question mal posée offre une occasion de controverse. Elle a valu une réponse contradictoire. Une section dit : « toute guerre est illégitime » et un peu plus loin, affirme, en cas de guerre coloniale, le droit pour l'indigène de résister à l'envahisseur. Si la guerre, moyen brutal de faire valoir ses prétentions doit être mise au ban de la civilisation, je veux, quant à moi, en distinguer la lutte pour la conquête ou la conservation du droit à la vie, de la liberté sous toutes ses formes. ».

Pas-de-Calais

Le rapport de cette section, édité en brochure, est fort long. L'auteur ne se fait, lui non plus, aucune illusion sur les causes et les responsabilités des guerres et il écrit: « Jamais consultés, toujours sacrifiés pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, les travailleurs doivent refuser, eux, qui n'ont pas la haine au cœur, de s'immoler pour le seul bénéfice de quelques milliers de privilégiés, de toute caste, de toute race, grands seigneurs, parvenus, financiers, métallurgistes, armuriers, rois sans titre et sans responsabilité, tirant les ficelles dans la coulisse, jouant de tous les bons et les mauvais instincts de l'humanité pour leurs sordides profits ».

Rhône

Les camarades du Rhône attachent une importance particulière à la lutte contre la guerre: ils lui consacrent une rubrique régulière dans leur bulletin bimensuel. Voici les conclusions adoptées par leur conseil syndical sur le premier point:

Le Conseil syndical, considérant que la solidarité de classe unit les travailleurs de tous les pays malgré les frontières;

Considérant que la guerre n'est même pas un moyen de « défense » nationale, mais de commune extermination, condamné par le droit bourgeois (pacte Briand-Kellog).

Considérant que le droit à la vie est un droit primordial que la société ne peut enlever à l'individu en l'obligeant à participer à une guerre.

Déclare qu'aucune guerre ne lui paraît légitime.

Haute-Saône

« On compare la guerre défensive à un cas de légitime défense. Ce n'est pas exact, car l'adversaire n'est pas un voleur, un brigand quelconque, mais un peuple formé en majorité d'honnêtes hommes comme nous;

» On ne peut fixer le moment où commence la légitime défense. Il a été impossible de fixer une définition convenable du terme agresseur. Un pays, par exemple, peut être obligé d'attaquer s'il veut conserver la possibilité de se défendre.

» N'importe quelle autre solution du conflit amène des maux moins grands que la guerre. Par exemple la Belgique, sous le joug allemand en 1914-18 a moins souffert que le nord de la France. La Serbie aurait moins souffert d'accepter la commission d'enquête proposée par l'Autriche après l'assassinat de Serajevo, commission justifiée ou non, que de faire la guerre;

» La résistance passive est un moyen de se défendre. Cette méthode a déjà montré sa puissance en faisant céder Bismarck à deux reprises: En 1871, lorsqu'exigeant 6 milliards et Belfort, il lui fut répondu par Thiers d'occuper toute la France. En 1875, au moment d'une nouvelle tension franco-allemande, lorsque le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, déclara sa ferme résolution de subir l'invasion sans résister;

» Si l'efficacité de la résistance passive n'est pas certaine, l'efficacité de la guerre ne l'est pas plus.

» Nous condamnons donc la guerre défensive ».

Haute-Savoie

« L'unanimité des Régionales constate que la guerre ne peut être légitime.

» La guerre a été mise solennellement hors la loi par le Pacte Briand-Kellog.

» Certaines Régionales admettent la légitimité d'une guerre défensive, dans le cas de lutte de la démocratie attaquée par une dictature.

» Une autre admet qu'un Etat prolétarien attaqué par des Etats bourgeois se défende: le devoir des prolétaires qui ont conquis la totalité du pouvoir est de défendre leur révolution. Par contre, en aucun cas, on ne doit accepter la « défense nationale » en régime capitaliste.

» A part ces quelques réserves, la plupart des Régionales condamnent toute guerre, même défensive. »

Vendée

« Toute guerre, quelles qu'en soient les causes, quelle que soit l'épithète à lui accoler, doit être irrémédiablement condamnée, car en dehors des atrocités qu'elle entraîne, en dehors du crime horrible qu'elle constitue, elle n'aboutit à rien, pour les vainqueurs, comme pour les vaincus, sinon avec les moyens actuels de la science mise au service de la barbarie, à un véritable suicide de l'humanité et ici se place cette parole du professeur Langevin, citée dans le rapport de la Régionale de La Roche-sur-Yon:

« Je vois avec une telle netteté ce que serait une guerre actuelle avec les progrès scientifiques de ces dernières années, que je me range du côté de celui qui apportera n'importe quel moyen d'établir la Paix ».

***

Nous avons résumé ci-dessus l'opinion de quinze sections du Syndicat national et nous connaissons déjà, par la publication qu'en a faite la *R. P.*, celle de la Seine et celle de la Loire. Eh ! bien, il n'est pas très difficile de prévoir dans quel sens le Congrès du Syndicat national se prononcera sur le premier point du plan d'étude de Vivès: les instituteurs syndiqués se refusent à admettre la légitimité de la guerre. Quoi qu'on en puisse dire, c'est là un fait extrêmement important. J'ajouterai: réconfortant.

La quinzaine prochaine, nous verrons ce que pensent les sections des « moyens positifs à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ».

M. CHAMBELLAND.

AVANT LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Fusion ou pas fusion ?

La motion du Morbihan

On a lu dans la R. P. du 10 Juin la motion de la minorité syndicaliste révolutionnaire sur l'Unité. Elle se tient assez dans le vague, il faut le reconnaître, mais on peut deviner qu'elle donne ses préférences au Congrès de fusion, tel que le concevait le « mouvement des 22 ».

Position théorique assurément parfaite, mais qu'on ne peut croire susceptible d'aboutir « *le plus rapidement possible* ».

Mais voici du nouveau et du précis.

Le *Syndicat Unitaire du Morbihan* dont le secrétaire est le camarade Rollo, ancien secrétaire fédéral, vient de publier dans l'*Ecole Emancipée*, la motion suivante qui sera soumise au Congrès de Reims (août 1933):

Le Congrès de la Fédération de l'Enseignement,

Après étude de la récente bataille des traitements et de la capitulation des syndicats allemands, considère que la réalisation immédiate de l'unité syndicale est une nécessité impérieuse.

La défense de leurs conditions d'existence par les fonctionnaires a montré qu'il ne leur était possible de résister, qu'il ne leur sera possible de vaincre qu'en conjuguant étroitement leurs efforts, en soudant jusqu'à résorption leurs forces. Aucun des groupements se partageant leur faveur n'est capable de mener seul la lutte; tous ont besoin de s'épauler mutuellement, et les multiples tentatives en faveur de l'action commune requièrent contre la scission syndicale, plaident pour l'unité.

Loin de constituer un argument contre la fusion des forces ouvrières, la banqueroute retentissante de la C.G.T. allemande la légitime. C'est parce qu'ils n'ont pas voulu, ou parce qu'ils n'ont pas su travailler dans cette C.G.T. que les révolutionnaires, qui ont en outre commis la lourde faute de créer des syndicats indépendants, en ont laissé la direction aux mains de capitulards que la trahison n'a pas sauvés de la répression. Cette abdication honteuse a laissé sans ressort, sans réaction, un prolétariat déjà meurtri par ses propres coups.

Le développement accéléré du fascime en France, qui s'alimente naturellement du recul de la démocratie et de la révolution à travers le monde ainsi que de la faillite de la Chambre de mai 1932, la menace de plus en plus précise d'une guerre qui apparaît aux yeux d'un nombre sans cesse plus élevé de capitalistes comme le seul moyen de trancher des difficultés économiques et politiques insurmontables, doivent être pour nous autant de graves avertissements. Si la classe ouvrière de ce pays ne sait pas mettre un terme aux divisions qui la déchirent et accroître sa force de combat, elle sera écrasée, déchiquetée; ses espoirs de libération seront anéantis pour des décades.

Il importe que la gravité des conjonctures présentes inspire les gestes nécessaires au rapprochement, à la fusion des organisations rivales et trop souvent ennemies.

Tout en pensant qu'un congrès national de fusion constituerait la meilleure méthode de rassemblement des forces ouvrières, le Congrès de la Fédération de l'enseignement, considérant qu'un tel Congrès ne pourrait se tenir qu'à échéance lointaine, demande à la C.G.T.U. de revenir à sa position de 1927, d'envisager, sous la seule garantie du respect de la liberté d'opinion, la fusion de ses forces au sein de la C.G.T. En ce qui la concerne elle se déclare prête à opérer son entrée au Syndicat National.

Personnellement, nous nous rangeons résolument à l'avis des camarades du Morbihan.

Assez de chinoiseries! Assez de discussions sur le front unique au sommet, à la base, et à mi-côte! Assez de paroles stériles! La Fédération des Fonctionnaires, le Syndicat National des Instituteurs, bien que nous ne partagions pas toutes les conceptions de leurs dirigeants, ont fait la preuve qu'ils constituaient à cette heure de vrais Syndicats (et non plus des Amicales) — ils ont fait la preuve (surtout ce dernier) qu'ils permettaient à toutes les tendances de coexister et de s'exprimer dans leur sein.

C'étaient les deux conditions essentielles que nous réclamions pour la réalisation de l'unité. Il appartient maintenant aux syndiqués de l'organisation minorisée (C.G.T.U.), de faire l'effort qui s'impose pour rejoindre l'organisation qui groupe le grand nombre (C.G.T.).

Nous souhaitons de tout cœur une rentrée « *en bloc* » des éléments révolutionnaires dans la C.G.T.

Si les dirigeants de la C.G.T.U. la refusent une fois encore, chacun aura à prendre personnellement ses responsabilités.

B. GIAUFFRET.

Autre son de cloche

Il faut revenir à la motion des 22.

Aucune centrale ne peut songer à absorber l'autre.

En ce moment la S.F.I.O. subit une profonde crise interne dont bénéficient automatiquement le parti communiste et la C.G.T.U.

L'élection de St-Dié, où Cornavin a écrasé le candidat S.F.I.O., est significative.

En ce moment le balancier favorise le parti communiste et il faut s'attendre, de ce fait, à un redoublement d'intransigeance de la part de la C.G.T.U. Les fusions à la base ne donneront rien.

Nous en sommes exactement au même point qu'il y a deux ans. Cette fois-ci l'idée du Congrès de fusion étant reprise par des personnalités moins suspectes que Dumoulin, l'effort pourra sans doute être poussé jusqu'à terme.

Quitter la Fédération unitaire de l'Enseignement pour aller au Syndicat National est une mauvaise solution. Dans le Rhône, les minoritaires syndicalistes de la Fédération rentreraient au Syndicat National en vaincus. Nous sommes 15 environ. En revanche les centristes, désespérés, resteraient chez eux. Les communistes recruteraient parmi les jeunes et le syndicat unitaire resterait debout, avec des jeunes fanatisés, munis d'œillères. Pour ma part, je ne les abandonnerai jamais, ces jeunes, qui méritent mieux que les discours de Bobigny.

A. V. JACQUET.

UN APPEL AUX SYNDIQUÉS DE LA C. G. T. U.

Pour la démocratie syndicale! Contre les exclusions de tendance!

Les derniers événements qui se sont produits au sein de la C.G.T.U. sont les signes d'un état de choses qui n'est pas nouveau, mais dont l'aggravation continuelle constitue un danger mortel et immédiat pour ce qui subsiste encore en France en fait de mouvement syndical révolutionnaire. La direction de la C.G.T.U., dont la politique a élevé, de l'aveu même de Monmousseau, un mur entre la C.G.T.U. et les masses, et a complètement privé la C.G.T.U. de toute possibilité d'action effective, se met à détruire systématiquement, dans la C.G.T.U., tout ce qui constitue, dans une organisation de masses, la condition même de l'existence. *La démocratie prolétarienne, condition essentielle sans laquelle il ne peut y avoir que des caricatures de l'organisation syndicale*, est à présent, après tant de violations plus ou moins dissimulées, foulée aux pieds ouvertement et cyniquement. A sa place, l'appareil est en train d'installer un régime de dictature administrative.

Les faits qui ont permis, au cours des dernières semaines, d'apercevoir cette transformation sont les suivants:

1° Au congrès de la 20e U.R., des délégués réguliers de Syndicats (Charbit, typos-linos, Naville, Enseignement) ne purent s'exprimer librement, la parole leur fut retirée pour avoir critiqué la politique de la majorité confédérale en France et de l'I.S.R. en Allemagne. Chacun d'eux appartenant d'ailleurs à une tendance minoritaire différente.

2° Le Syndicat Général du Bâtiment, adhérent à la C.G.T.U., a exclu cinq camarades coupables d'avoir critiqué la direction du Syndicat, de la C.G.T.U. et de l'I. S. R.

3° A l'assemblée de la 20e U.R., convoquée pour la préparation du Congrès de Pleyel, des camarades adhérents aux syndicats de la 20e U.R., et ayant, comme tels, le droit statutaire d'intervenir dans la discussion, ont été sauvagement brutalisés et expulsés de la salle, sans avoir commis d'autre délit que celui de demander la parole.

4° La direction de la 20e U.R., dont le devoir était d'intervenir pour condamner tous ces actes et exiger le respect de la démocratie ouvrière au sein des syndicats, a au contraire, approuvé ces actes.

5° Dans l'assemblée générale du Syndicat Unitaire de l'Enseignement de la Seine, les partisans de la majorité confédérale ont ôté la parole à des membres du Syndicat coupables d'avoir une autre opinion que l'appareil confédéral sur les causes de la défaite du prolétariat allemand. A leur sortie de la salle, ces camarades furent brutalisés par des membres et partisans de l'appareil appartenant à une autre corporation.

6° Au Congrès antifasciste de Pleyel, formellement convoqué par des organisations adhérentes à l'I. S. R., et notamment par la C.G.T.U., on a refusé la parole, ou même l'entrée au Congrès, à des délégués régulièrement mandatés par des organisations syndicales. On a imposé silence au délégué de la Fédération unitaire de l'Enseignement, coupable d'avoir voulu chercher les raisons pour lesquelles le parti communiste allemand s'est montré totalement impuissant devant le fascisme; et Racamond, qui présidait, au lieu d'engager la salle à l'écouter en silence, l'a contraint à quitter la tribune après un vote douteux.

7° Enfin, l'appareil manifeste des velléités de violer le principe même de l'organisation syndicale en faisant participer de soi-disant « délégués d'inorganisés » au prochain congrès de la C.G.T.U.

Devant de semblables faits, devant une tentative aussi nette pour étrangler, dans les rangs de la C.G.T.U., toute survivance de liberté d'opinion et de démocratie syndicale, tous les syndiqués unitaires encore conscients de ce que signifie l'organisation syndicale du prolétariat doivent s'unir, sans distinction de tendance politique et syndicale, pour protester de toutes leurs forces.

A cette fin, nous soussignés, membres de la C.G.T.U., avons pris l'initiative d'appeler tous les adhérents, tous

les syndicats, toutes les fractions syndicales de la C.G.T.U. à réclamer avec nous:

1° La réintégration immédiate des cinq camarades du Syndicat Général du Bâtiment exclus pour délit de tendance;

2° Le respect de la démocratie syndicale au sein de la C.G.T.U. et le droit, pour toutes les tendances, de se manifester et de propager leurs vues dans les limites de la discipline syndicale.

3° Un Congrès de la C.G.T.U. qui soit convoqué conformément aux statuts et aux principes de la démocratie syndicale, qui soit ouvert aux seuls syndiqués et où chaque tendance ait la possibilité d'intervenir et d'exposer son point de vue à la tribune.

Que tous les camarades, que toutes les organisations qui sont d'accord avec nous sur ces trois points nous envoient aussitôt leurs signatures.

LE COMITÉ D'INITIATIVE :

CHARBIT,
Conseil syndical typos-linos unitaires.

CRAIPEAU,
Conseil syndical Enseignement Seine.

S. WEILL,
Fédération unitaire de l'Enseignement

P. S. — *Deux mille feuilles de pétition numérotées sont à la disposition des syndiqués et syndicats. Adresser toute demande ou adhésion à : J. Craipeau,* 15, *rue Boursault, Paris* (17e).

Une attaque de Guiraud et ma réponse

En date du 27 juin, le *Peuple*, organe officiel de la C.G.T., a publié, sous la signature de Guiraud, secrétaire de l'Union des syndicats confédérés de la Seine, et sous le titre: « Débinage! Cancans!! Ragots !!! » l'article que voici:

*L'*Humanité *et la* Révolution Prolétarienne *puisent dans les journaux fascistes tels que le* Matin *des ragots qui voudraient mais ne peuvent déconsidérer le secrétaire général de la C.G.T.*

On raconte que Jouhaux se trouvait parmi les convives au banquet organisé au bénéfice de la Maison des gardiens de la paix. Et on précise le prix du repas: six cents francs par tête!

Les journaux réactionnaires, ayant sciemment confondu le nom de M. Jouhannaud, ex-secrétaire de la préfecture de la Seine, actuellement préfet des Bouches-du-Rhône, avec celui de Jouhaux, secrétaire de la C.G.T., s'en donnèrent à cœur joie pour dauber sur l'organisme confédéral à travers la personnalité de son représentant.

Jouhaux était à Londres alors qu'on le signalait fumant sa pipe entre Mmes Chiappe et de Carbuccia.

*L'*Humanité *emboîta le pas et, pendant plusieurs jours, on nous rasa avec cette histoire invraisemblable, laquelle ne méritait de retenir aucune attention en raison de sa lourdeur et de tout le grotesque qu'elle comporte.*

Cependant, au cours du meeting antifasciste de Japy, Jouhaux fit, sous la forme ironique, litière de ces ragots de pipelets.

La Révolution Prolétarienne, *dirigée par Chambelland, le chaud partisan des embrassades pour le front unique, reprenant à son compte les misérables cancans ressassés par le journal du fasciste Louis Forest et de la vieille menteuse l'*Humanité, *nous parle à nouveau de Jouhaux au banquet de M. Chiappe. Mais elle voudrait faire croire que le secrétaire confédéral voisinait avec Léon Bailby, la duchesse de Sainte-Croix et Mme André Citroën.*

Sacré Jouhaux, va !!!

Et voilà à quoi les pisse-copie passent leur temps !

Qu'est-ce qui se perd.... !!!

J'ai répondu en adressant à Million, directeur du *Peuple*, la lettre suivante:

Camarade,

Permettez-moi de répondre très brièvement à l'article : « Débinage ! Cancans !! Ragots !!! » du Peuple *du 27 juin où Guiraud me met en cause.*

D'abord, il faut ramener les faits à leur exacte importance. Les camarades qui ont lu l'article de Guiraud peuvent se reporter au dernier numéro de la Révolution Prolétarienne. *Ils verront de quoi il s'agit. Une information publiée par le* Matin *du 14 juin, relative à la soi-disant présence de Jouhaux à un banquet organisé par Mme Chiappe, a été reproduite dans la* R. P. *portant la date du 25 juin. Reproduite dans la rubrique « Parmi nos Lettres ». Un camarade de Province qui s'était ému avait adressé la coupure du* Matin, *non pas à moi mais directement à Robert Louzon qui assume le secrétariat de rédaction de notre revue syndicaliste. Et la* R. P. *publia ladite coupure avec les remarques qui l'accompagnaient. C'est tout. C'est assez pour que Guiraud parle de débinage, de cancans et de ragots.*

Guiraud veut bien, 13 jours après la publication du Matin, *informer les lecteurs du* Peuple *que ledit* Matin *a confondu Jouhaux et Jouhannaud. Soyez tranquille, la* R. P. *en informera ses lecteurs. Mais il eût été préférable — n'est-ce pas le rôle du* Peuple *comme ç'aurait été son rôle d'informer les syndicats de la visite faite par Jouhaux à M. Daladier, président du conseil, le 20 avril dernier? — il eût été préférable de démentir le* Matin *le lendemain même. Si Guiraud avait mis à relever les ragots du journal fasciste la rapidité et la passion dont il a fait preuve pour attaquer notre modeste revue syndicaliste, aucun incident ne se serait produit.*

On n'aurait pas vu le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine prendre plus de gants avec un grand quotidien fasciste qu'avec une petite revue révolutionnaire et un pauvre bougre de simple syndiqué.

On ne l'aurait pas vu non plus faire preuve d'un illogisme un peu criard en me reprochant, — à juste titre, hélas ! — d'être « un chaud partisan des embrassades pour le front unique » au moment même où il entrait au « Front commun ».

On n'aurait pas lu les menaces qui terminaient son article. C'est là sa conception de la démocratie syndicale? Il peut donner le bras à Gitton et à Monmousseau.

On n'aurait pas vu tout cela, et ç'aurait peut-être été dommage.

Merci pour nous avoir montré ce qu'il avait dans le cœur à l'égard des révolutionnaires qui n'entendent pas plus servir les manœuvres du parti communiste que celles des dirigeants de la C.G.T.

Je vous demande l'insertion de la présente dans le Peuple *et vous prie de croire, camarade, à mes sentiments syndicalistes.*

Cette réponse a été publiée dans le *Peuple* du 4. *Le quotidien confédéral l'a fait suivre d'une réplique de Guiraud. Voici cette réplique:*

Si une calomnie était lancée par un journal bourgeois contre un des militants qui gravitent autour de la R. P., *est-ce que Louzon et Chambelland la reproduiraient aussi légèrement ?*

J'en doute, et ils auraient raison!

Mais c'est un peu risible de me reprocher de n'avoir pas répondu au Matin.

Ce journal est, lui, dans son rôle en essayant de discréditer des militants de la C.G.T.

C'est extraordinaire comme on parle de démocratie syndicale aussitôt que l'on s'indigne contre des calomnies.

Je sais bien le sens donné — par les éternels critiqueurs — à la démocratie syndicale. Cela consiste à se laisser injurier, accuser, déconsidérer : « Laissez-vous faire, ne répondez pas, c'est au nom de la démocratie syndicale ! »

Comment, vous rouspétez, vous rétablissez les faits, vous réduisez à néant les accusations calomnieuses que l'on vous a portées et qui risquaient de vous nuire! Vous violez la démocratie syndicale et alors vous n'avez rien à envier à Gitton ni à Monmousseau.

Je m'attaque, paraît-il, à « une pauvre petite revue prolétarienne » et à « un pauvre bougre de simple syndiqué ». Voyez-vous ça !

Evidemment, parce que j'ai pensé que « le pauvre bougre de simple syndiqué » pouvait reconnaître la bêtise de « la pauvre petite revue prolétarienne », laquelle, malgré sa pauvreté et sa petitesse, ne nous ménage pas ses attaques injustes.

Il paraît aussi que j'ai montré ce que j'avais dans le cœur à l'égard des révolutionnaires qui n'entendent pas plus servir les manœuvres du Parti communiste que « celles des dirigeants de la C.G.T. ».

Mais de quels révolutionnaires s'agit-il?

Quels sont donc les actes qui leur permettent de s'affubler de cette étiquette? Où est leur bilan révolutionnaire: enfonceurs de portes ouvertes, critiqueurs, négateurs... Si c'est ça l'action révolutionnaire ! ! !

Pardon, je n'ai rien dit.

Car, si être révolutionnaire consiste à se glorifier de ne pas plus servir les manœuvres du P.C. que «celles de la C.G.T.», alors il n'en manque pas !

Mais j'en connais certains qui savent ne pas manquer de loyauté et qui, avant d'accuser, prennent le soin de se documenter.

Tout en laissant maintenant à nos lecteurs le soin d'apprécier, je peux riposter à Guiraud que nous ne lui reprochons pas d'avoir répondu à une fausse information lancée par le *Matin* dans le but de déconsidérer le secrétaire général de la C.G.T. Bien au contraire! Nous lui reprochons précisément de n'y avoir répondu que 13 jours après sa publication, et de l'avoir fait en s'attaquant surtout à la R. P. et à un militant qui, Guiraud le savait bien, n'était pour rien dans la reproduction de la coupure du *Matin*. Nous lui reprochons d'avoir usé, contre nous, d'injures et de menaces, alors qu'il aurait pu se borner à rétablir les faits.

Maintenant, voyez comme c'est simple: parce que, « rentré » à la C.G.T., vous entendez conserver vos conceptions révolutionnaires et utiliser votre droit d'examen et de critique, vous voilà rangé parmi les « éternels critiqueurs », « négateurs », « enfonceurs de portes ouvertes ». On vous somme de produire votre « bilan » ! Pardon ! Pardon ! S'il peut être question de « bilan », c'est aux « responsables » à le fournir.

Pour en terminer, notons que Guiraud ne s'explique par sur l'illogisme qu'il y a à engueuler un militant parce qu'il est et reste partisan du front unique syndical (depuis 11 ans !), alors que, soi-même, on donne son adhésion au « Front commun ». De même, Guiraud ne dit rien de la visite de Jouhaux à M. Daladier, président du conseil, le 20 avril dernier. Mais peut-être Jouhaux daignera-t-il lui-même renseigner bientôt les syndiqués sur ce dernier point ?

M. CHAMBELLAND.

FAITS & DOCUMENTS

A la gloire de l'impérialisme !
par M. Vandervelde,
président de l'Internationale « socialiste »

Il n'est pas encore trop tard, pensons-nous, pour enregistrer les perles les plus marquantes des articles — que nous n'avons connus que tout récemment — que M. Vandervelde, président de l'Internationale socialiste, a consacrés, ce printemps, dans la **Dépêche de Toulouse,** à la gloire de l'impérialisme français et de la guerre marocaine. Dans les articles des plus lèche-culs de la presse colonialiste, on ne trouve pas mieux.

Dépêche *du 24 avril:*

Je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer M. le maréchal Lyautey. Je sais à quel point nos idéaux et nos vues d'avenir diffèrent ou s'opposent. Si je n'ai plus les illusions que je partageais avec Jaurès sur les possibilités d'une pénétration purement pacifique, je songe, moins que jamais, à méconnaître les dangers que présente et les abus qu'engendre fatalement, tout impérialisme. Mais tout de même, devant une œuvre comme celle de Lyautey, il faut ôter son chapeau (1).

.. ..

M. Urbain Blanc, le bras droit, la cheville ouvrière de l'administration du Protectorat, qui joint à une profonde culture une connaissance approfondie du problème musulman et qui est un homme des plus remarquables (2) que j'ai rencontrés, nous fit, dès l'abord, les honneurs de la Résidence: on ne rêve pas un panorama de ville comparable à celui que l'on découvre, de ses terrasses, à travers les cyprès et les palmes de l'avant-plan.

.. ..

Et tout cela date de vingt ans à peine ! Et tout cela porte la marque d'un homme, de l'homme auquel, en commençant cette lettre, je ne pouvais m'empêcher de rendre hommage. Pour être maréchal de France, il faut avoir, en bataille rangée, remporté une victoire décisive. En faisant maréchal Lyautey, pour avoir, pendant les quatre années de la guerre, conservé, sans combats (3), le Maroc à la France, les républicains — qu'il n'aime guère, paraît-il — ont proclamé justement que cette victoire-là était, de toutes les victoires, la plus éclatante !

***

Dépêche *du 2 mai:*

Par ces Pâques fleuries, les rares hôtels de Marrakech sont pleins. A la *Mamounia*, l'hôtel de la Transatlantique, dont les merveilleux jardins sont célèbres, il n'y a plus une cham-

(1) *Ainsi le président de l'Internationale Socialiste consent à ne point méconnaître les « dangers » et les « abus » de l'impérialisme. Mais sur l'impérialisme lui-même, aucune condamnation, on « ôte son chapeau ». (N.D.L.R.).*

(2) *Ledit Urbain Blanc, ancien secrétaire général de la Tunisie,a dû quitter ce poste lorsqu'ont été révélées publiquement ses concussions. Au Maroc, il a continué les mêmes pratiques: la presse marocaine elle-même a révélé à plusieurs reprises, avec des précisions qui n'ont jamais été démenties, les vols auxquels il s'est livré. Pour M. le Président de l'Internationale socialiste, le type le plus achevé de concussionnaire, est le type de l'homme « remarquable ». (N.D.L.R.).*

(3) *Une telle ignorance dépasse vraiment les bornes. Nul n'ignore — sauf M. le Président de l'Internationale socialiste — qu'en dehors de maints autres combats moins importants, une colonne française entière a été anéantie dans l'Atlas, dès la première année de la guerre. (N.D.L.R.).*

bre. Cela nous vaut d'être logés, par les bons soins de la Résidence (4), à la *Bahia*, « la brillante », l'ancien palais de Ba Ahmed ben Moussa, fils d'un esclave nègre, l'un des vizirs du sultan Mouley Abd el Aziz.

.. ..

Il faut avoir été, sous le soleil déjà brûlant de cette fin d'avril, au milieu de la symphonie des odeurs des souks, dans l'extraordinaire grouillement des foules, à *Djema el Ina*, la place des Trépassés, où l'on exposait jadis les têtes des rebelles vaincus (5).

.. ..

Celui-là même qui ignorerait tout des choses marocaines sentirait, au premier abord, rien qu'à voir ces faces pâles, fermées, même hostiles [les faces des étudiants des médersas], la présence d'un cléricalisme étroit, orgueilleux, xénophobe jusqu'aux moelles (6), qui fait de Fez le principal centre de résistance à la pénétration européenne.

.. ..

Je note donc simplement ce qui est, sur le parti « Jeune Marocain », l'opinion courante.

Dans les milieux officiels (7), à Fez surtout, on s'étonne de voir nos amis de France, Longuet, Renaudel, d'autres encore, et aussi des radicaux tels que MM. François Albert ou Bergery, donner leur patronage à cette revue *Maroc* (8), où la politique du protectorat est sans cesse et âprement critiquée.

Cela, en vérité, n'a rien qui puisse surprendre.

Mais je ne dirais pas tout si je n'ajoutais point que, sur place, les socialistes S.F.I.O. eux-mêmes — à Fez, à Rabat ou des coins perdus comme Kazba-Talda — déclarent tout net que leur opinion sur le mouvement Jeune Marocain est très différente de celle que professent leurs camarades de France (9), que le parti de l'indépendance est aussi indifférent que possible aux intérêts des masses profondes, que son idéologie est essentiellement bourgeoise, pour ne pas dire féodale, que la lutte qu'il poursuit contre les nouveaux maîtres est, dans une large mesure, réactionnaire, car elle tend au rétablissement d'anciennes dominations.

Je me borne à indiquer ce point de vue. Je crains fort qu'il ne contienne une sérieuse part de vérité (10).

*
* *

Dépêche *du* 11 *mai:*

J'ai retrouvé au Maroc une impression que déjà j'avais eue lors de mon passage en Chine: c'est que, dans ces pays où un monde presque médiéval subsiste sous une pellicule de capitalisme d'introduction récente, la situation des ouvriers de fabrique à l'européenne, si mauvaise qu'elle puisse être, n'est pas inférieure, au contraire, à celle de la grande masse des gens pauvres, de la ville comme de la campagne (11).

---

(4) *C'est ainsi que M. le Président de l'Internationale socialiste voyage. A Rabat, c'est le secrétaire général de la Résidence qui lui fait les honneurs; à Marrakech, il est logé dans un palais « par les bons soins » de la Résidence; de Fez, c'est l'opinion des « milieux officiels » qu'il rapportera. Comment, lorsqu'on est si bien reçu par les hauts fonctionnaires de l'impérialisme, ne point chanter la gloire de l'impérialisme ! — Mais on a, pour cela, juste autant d'autorité qu'en ont, pour chanter la gloire de l'U.R.S.S., les touristes ouvriers, logés au Kremlin ou ailleurs, par les soins de l'appareil stalinien. (N.D.L.R.).*

(5) *C'est très gentil de nous parler de la place où l'on exposait jadis les têtes des rebelles vaincus, mais c'est mentir par omission que de ne point nous dire que maintenant, comme jadis, on coupe la tête des « vaincus », et que jusqu'au moment où un ordre venu de Paris le leur interdit, soldats et sous-officiers de la « civilisée » armée française avaient l'habitude de se faire photographier à côté des têtes de leurs victimes. (N.D.L.R.).*

(6) *Décidément M. Vandervelde n'épargne à ses lecteurs aucun des lieux communs de l'impérialisme ! Si M. le Président de l'Internationale socialiste savait quoi que ce soit, il aurait su que, tout récemment encore, ces étudiants ont été battus de verges par ordre de l'autorité française. Et c'est à toute autre chose qu'au « cléricalisme » et à la « xénophobie » qu'il aurait pu alors attribuer cette hostilité qu'il a remarquée sur leurs « faces pâles », qui y était certainement, et qui est à leur honneur: l'hostilité de l'esclave envers le maître, du tyrannisé envers le tyran, l'hostilité de Spartacus. Mais Monsieur l'hôte de la Résidence ignore évidemment Spartacus, et encore bien plus ses haines ! (N.D.L.R.).*

(7) sic.

(8) *Le titre exact de cette revue est* Maghreb, *revue très courageuse que, bien que publiée sous des noms de socialistes, nous recommandons chaleureusement — à la différence de M. le Président de l'Internationale socialiste — à nos lecteurs. (N.D.L.R.).*

(9) *Pour une fois, M. Vandervelde dit très vraisemblablement, la vérité. Les télégrammes de la section socialiste du Tonkin, après les événements de Yen-Bay, réclamant des exécutions d'indigènes en masse et sans jugement, ont assez montré l'état d'esprit qui règne généralement dans les rangs des fédérations « socialistes » des colonies. (N.D.L.R.).*

(10) *Si M. le Président de l'Internationale socialiste ne s'était pas contenté, comme tout bon impérialiste, de se documenter uniquement chez les conquérants, s'il avait pris contact avec les conquis, autrement qu'en voyant de l'auto qui l'emportait d'une ville à l'autre leurs « huttes de branchages », ou en traversant leurs foules « malodorantes », il n'aurait pas eu une telle crainte, car il aurait appris cette chose élémentaire, qu'au Maroc, comme en Algérie, comme en Tunisie, comme en tous pays d'Islam soumis à la domination européenne, l'idéologie « féodale », « réactionnaire », tendant au maintien ou au rétablissement des vieilles coutumes, est le propre de ceux qu'on appelle les «vieux turbans» ,et que ceux-ci ne sont autres que les plus fermes soutiens de la domination française. Les « Jeunes Marocains », au contraire, comme les « Jeunes Algériens », ou les « Jeunes Tunisiens », sont partisans décidés d'une évolution radicale de la société indigène et de sa complète « modernisation »; c'est pourquoi, naturellement, ils sont persécutés par l'impérialisme « civilisateur ». (N.D.L.R.).*

(11) *Recommandons à M. Vandervelde, pour qu'il ait autre chose qu'une « impression », de passer à son prochain voyage, la frontière marocaine, et de parcourir du nord au sud, sous n'importe quel méridien, le pays voisin, l'Algérie, où le capitalisme, installé depuis cent ans, a eu le temps de produire tous ses effets. Il n'aura pas besoin de longues études, ni de sortir de son « milieu »; il pourra, comme au Maroc, ne regarder que de loin la foule « malodorante », et n'interroger que les « milieux officiels ».*

Et voici ce qu'il constatera:

Dans le Nord, dans le Tell, là où la colonisation capitaliste s'est largement établie, il n'aura besoin de n'interroger personne pour voir la foule des « prolétaires », des indigènes sans sou ni maille, sans domicile, errant en masse dans les rues des grandes villes, à la recherche d'un travail occasionnel, ou d'un coup à faire. L'« accumulation primitive » a passé par là.

Dans le Sud, qu'il interroge les européens, les fonctionnaires européens (il n'y a pas dans le Sud d'autres européens que les fonctionnaires) et qu'il leur demande si, parmi leurs administrés, il y a des pauvres. Leur réponse sera unanime: ici, il n'y a pas de pauvres, il n'y a pas de « meskines »; tout le monde ici possède quelque chose, au moins quelques palmiers ou quelques moutons — de quoi vivre, parfois très chichement, mais enfin de quoi vivre, sans rien demander à personne. Dans le Sud, il n'y a pas de capitalisme; la « colonisation » n'a pas passé par là. (N.D.L.R.).

Le Congrès « antifasciste » de la salle Pleyel

De ce Congrès où, comme l'on sait, on l'empêcha de parler, Aulas, qui y assistait comme délégué officiel de la Fédération unitaire de l'Enseignement, donne un copieux compte rendu dans l'**Ecole Emancipée,** dont nous reproduisons les principaux passages :

A Amsterdam, enthousiasme délirant: rassemblement devant la guerre qui menace, espoir de l'empêcher. Une foule prête à acclamer, à applaudir, sans attendre les traductions, comme sûre, dans son ivresse collective, que ce congrès lui apportait tout ce qu'elle attendait.

A la salle Pleyel, au contraire, du calme, du sérieux, de l'inquiétude, un certain désarroi: rassemblement après la défaite, après une défaite sans bataille dont on se demande les raisons.

C'est cela surtout qui a donné au Congrès de Paris son caractère différent de celui d'Amsterdam.

La plupart de ceux qui étaient à Amsterdam se retrouvèrent à Paris; tous ceux qui étaient là avaient participé plus ou moins activement au mouvement issu d'Amsterdam. Ce mouvement parti dans l'enthousiasme ne les avait-il pas déçus? Cet enthousiasme ne s'était-il pas heurté à l'indifférence des masses? Des meetings réussis, certes; mais combien de décevants! Des comités créés un peu partout, mais se mettant bientôt en sommeil, disparus, ou impuissants.

Puis c'est le redoublement d'activité des mêmes militants pour créer le mouvement de lutte contre le fascisme, pour envoyer des délégués à Prague, puis Copenhague, puis Paris. De ci, de là, des comités créés, mais combien d'échecs. Combien de délégués mandatés (?) par de petites réunions d'une douzaine de camarades, et même moins, dans des villes ou des usines importantes!

Inquiétude de ces délégués de savoir ce qui sortirait de ce Congrès. Serait-ce un nouveau Amsterdam? Ou bien en sortirait-il, enfin, quelque chose de pratique, une explication de l'éloignement des masses des organisations révolutionnaires, des moyens pratiques de les regagner, les moyens pratiques d'enrayer le fascisme. Pourquoi le P.C.A. a-t-il été battu, pourquoi n'a-t-il pu entraîner ses 6 millions d'électeurs à la résistance; quelles fautes, quelles erreurs a-t-il commises que nous devons éviter? Que font l'I.C., l'I.S.R., qui n'ont pas bougé et laissent organiser le Congrès par d'autres, qui ne sont même pas là? Pourquoi l'U.R.S.S. est-elle restée passive devant l'assassinat des communistes allemands, citoyens de la « patrie internationale » ?

Autant de questions douloureuses qui se posaient à l'esprit des délégués. Allaient-ils avoir une réponse à ces questions? Voilà en réalité ce qu'ils attendaient. Ils n'ont trouvé que des actes de foi! Les réflexions entendues dans divers coins de la salle, dans les couloirs, venant de paysans, d'ouvriers de toutes corporations et de toutes régions indiquaient, surtout en fin de congrès, leur déception de voir un nouvel Amsterdam duquel ne sortirait rien de pratique...

LA DISCUSSION ESCAMOTÉE

Les responsabilités de la social-démocratie ne faisaient aucun doute pour personne dans ce congrès, même pour les socialistes présents. Les questions que se posaient les délégués étaient en réalité celles des responsabilités de l'I.C. et de ses sections nationales dans le marasme du mouvement révolutionnaire, des responsabilités de l'I. C. et du parti communiste allemand dans la défaite du prolétariat allemand.

Et ces responsabilités, l'I.C. ne peut admettre qu'elles soient posées. Le Congrès antifasciste européen n'avait d'autre but que de les masquer, d'autre raison d'être que d'empêcher qu'on en pose la question.

La social-démocratie fut, d'un bout à l'autre du Congrès, un bouc émissaire facile. Cependant, sa trahison était prévue depuis longtemps; les masses avaient été prévenues et alertées par le P.C.A.; le front unique, malgré l'opposition des chefs réformistes, s'élargissait chaque jour; l'O.S.R. s'implantait dans les usines; le P.C.A. allait de victoire en victoire; du moins la presse de l'I.C. l'affirmait-elle! Lorsque les nazzis firent leur grande démonstration devant la maison du Parti, à Berlin, nouvelle victoire du P.C.A. qui avait fait la démonstration de sa force en invitant les ouvriers à rester calmes, en obtenant d'eux qu'ils ne réagissent pas à cette provocation...

*
* *

Une autre question qui laisse aussi les ouvriers — ceux qui ne sont point aveuglés par la passion — désorientés et déçus: l'attitude de l'U.R.S.S. vis-à-vis de l'hitlérisme.

Alors que lors du récent procès des saboteurs anglais à Moscou le gouvernement britannique fit la pression diplomatique et économique la plus forte pour sauver ses « citoyens », on a vu l'U.R.S.S. rester passive devant le massacre des communistes allemands « citoyens de la grande patrie des travailleurs ». Pas de protestation venant de Moscou, pas de ces grandioses manifestations de masse, mais au contraire l'acceptation de la signature d'Hitler, l'assassin d'ouvriers, au bas d'un pacte de « non agression » qui, tout le monde le sait, n'aura pour le fascisme que la valeur d'un chiffon de papier.

On nous dit: l'U.R.S.S. a besoin de la paix pour l'édification socialiste. Mais les prolétaires se disent: est-ce que la principale menace contre l'édification socialiste n'est pas l'hitlérisme! sans doute Hitler n'est pas encore capable aujourd'hui d'attaquer l'U.R.S.S., mais n'en sera-t-il pas capable demain — et tout l'y conduit — et la tactique juste n'était-elle pas d'aider les ouvriers allemands à en finir avec Hitler avant qu'il n'en finisse avec les ouvriers allemands, avant qu'il ne réduise à néant l'aide que le prolétariat allemand pourrait apporter à l'U.R.S.S. en cas d'intervention.

Il en est qui rappellent qu'en 1923, Trotsky avait commencé à mobiliser l'armée rouge, que le C. C. russe unanimement avait été décidé à tout risquer sur la carte de la révolution allemande.

Il en est qui se rappellent cette déclaration de Staline à l'anniversaire de la création de l'armée rouge: « *l'armée rouge n'est pas seulement l'armée de l'U.R.S.S., elle est aussi l'armée du prolétariat international, l'armée de la révolution mondiale* ».

Que signifie cette déclaration si maintenant on répond : l'U.R.S.S. construit le socialisme chez elle, elle n'a cure du reste, que les ouvriers des autres pays se débrouillent tout seuls contre leur bourgeoisie.

Est-ce que l'U.R.S.S. ne pouvait tout au moins exercer une pression économique sérieuse sur l'industrie allemande?

Autant de points qui laissent la conscience ouvrière troublée après tous les succès annoncés dans la voie de l'édification socialiste. Pourquoi cette passivité, pourquoi cette faiblesse dans sa politique extérieure (corroborée encore par la négociation du chemin de fer de l'Est chinois avec le Mandchou-kouo, reconnaissant de fait cette création de l'impérialisme japonais, alors qu'en 1929 l'U.R.S.S. défendait le chemin de fer les armes à la main).

Nous ne sommes pas de ceux qui voulons voir l'U.R.S.S. se lancer dans les aventures. Pour dire si l'U.R.S.S. devait intervenir il est nécessaire d'examiner le rapport des forces. Et peut-être actuellement l'U.R.S.S. n'est-elle pas, en effet, en mesure de faire preuve de cette force sur laquelle comptaient les ouvriers après les rodomontades de la bureaucratie. Pourquoi? Ne serait-ce pas la conséquence de sa situation intérieure, de sa politique du « socialisme dans un seul pays », des fautes de sa bureaucratie.

*
* *

C'est tous ces points en particulier — il en est d'autres — que la discussion aurait dû éclairer dans un Congrès antifasciste vraiment conséquent. Un grand pas pouvait alors

être fait vers le redressement du mouvement révolutionnaire enlisé aujourd'hui dans l'impuissance.

Mais aborder ces points, c'était poser la question des responsabilités de l'I.C., d'une I. C. d'ailleurs absente (était-ce encore une nouvelle couverture diplomatique vis à vis d'Hitler et de Daladier que cette absence de toute délégation russe?)...

DEMOCRATIE OUVRIERE ET ARGUMENTS PHYSIQUES

Doriot osa déclarer en plein congrès: « Est-ce que nous avons empêché quiconque d'entrer dans le Congrès ? »

Nous sommes obligés de répondre: *oui*, on a empêché des ouvriers, des délégués d'organisation d'entrer et de parler dans ce congrès.

Ce sont d'abord les organisations communistes oppositionnelles, qualifiées du nom général de « trotskystes ».

...Je n'ai pas vu leurs mandats de délégation, mais ils avaient pour le moins la valeur des mandats de nombre d'autres délégués qui ne représentaient que des comités fantômes. Ce que j'ai vu par contre ce sont les brutalités inouïes du service « d'ordre » contre plusieurs de ces camarades : coups de poings, passage à tabac, expulsion brutale.

Ce que j'ai vu, c'est un délégué balkanique protester de sa place lorsqu'on donna la parole au radical-socialiste Bergery alors qu'on la refusait aux délégués oppositionnels. L'apostrophe du délégué avait été brève et n'avait apporté aucun trouble.

Le rappel à l'ordre du président aurait dû suffire. Mais ce que j'ai vu, c'est ce délégué tiré de son siège et sorti de la salle à grands coups de poings par le service « d'ordre ».

Aussi j'étais bien décidé à protester à la tribune, lors de mon exposé, contre ces procédés indignes.

Ce que l'*Humanité* ne put cacher non plus c'est la brutalité de ce même service d'ordre sur une jeune déléguée *socialiste* qui, indignée, protestait contre les férocités dont elle fut témoin.

Il y avait eu, cette fois, maldonne. On approuvait, et on avait ordonné les violences physiques contre les trotskystes », mais il devenait fort ennuyeux qu'un « socialiste » ait écopé par erreur. L'effet ne pouvait en être effacé facilement, la section socialiste à laquelle appartenait cette déléguée ayant quitté le Congrès en signe de protestation. Aussi Racamond, en clôturant le Congrès, dut regretter « l'accueil » réservé à cette jeune militante:

« Un tel incident ne peut être une entrave au front unique », ajouta-t-il !

Oui, le front unique à coups de poing !!

Après les organisations communistes oppositionnelles, ce fut une section socialiste qui se vit refuser la tribune parce que n'étant pas « dans la ligne ».

...En réalité, le Congrès n'a été ouvert, la parole n'a été donnée qu'aux délégués « *dans la ligne* », et aux délégués qui pouvaient « *servir la ligne* » (comme le radical Bergery et les socialistes accrédités, voire les francs-maçons qui ont tenu officiellement leur réunion de « fraction »).

LA DISCUSSION

Bergery fut le seul à qui on permit d'apporter les éléments d'une discussion. Quand il posa — fort discrètement — la question des responsabilités du parti communiste allemand, question à laquelle il se garda, bien entendu, de donner une réponse, il y eut un moment de stupeur chez les « purs » — mais il ne se fit point huer — ; il y eut surtout un redoublement d'attention chez les délégués qui sentaient que là était le nœud de la discussion. Cette attention augmenta lorsque le Presidium annonça que le camarade allemand Mayer, du parti communiste allemand, avait la parole pour « *situer la position et l'activité de son parti* » dans les événements d'Allemagne.

Mais ce fut la déception. Alors qu'on attendait, de ceux qui ayant participé à l'action étaient les mieux placés pour en tirer les leçons, une analyse critique de tout le mouvement, une mise en garde contre les fautes et les erreurs à ne pas commettre, à ne pas recommencer, Mayer ne fit que resservir les formules et les clichés bien connus des lecteurs de l'*Humanité*. Tout son exposé peut se résumer en cette phrase: *Si la masse avait suivi nos mots d'ordre Hitler était battu ; c'est la faute à la social-démocratie si elle ne les a pas suivis.* Et pour terminer par cette rodomontade navrante que l'an prochain le congrès antifasciste se tiendra... à Berlin.

Toute la discussion dans le Congrès fut limitée à cette passe d'armes entre le « sympathique » représentant de la petite bourgeoisie et les plus qualifiés des « staliniens » présents.

ENTRE NOUS

NOUS ÉDITONS EN CARTE POSTALE LA PHOTO DE VICTOR SERGE ET DE SA FEMME

L'envoi de Victor Serge à Orenbourg par décision du Guépéou doit nous faire redoubler d'efforts pour obtenir sa libération, ainsi que celle de tous les autres révolutionnaires, à quelque tendance qu'ils appartiennent, frappés dans les mêmes conditions.

Nous comptons donc éditer en cartes postales toutes les photos de révolutionnaires russes déportés que nous pourrons nous procurer. Nous commençons par celle de Victor Serge et de sa femme, dont on a pu voir une première reproduction dans notre avant-dernier numéro.

La carte postale sortira des presses de l'imprimerie, en même temps que ce numéro parviendra à nos abonnés. Qu'on nous passe donc dès maintenant les commandes !

Populariser le nom et la figure de Victor Serge, c'est un des moyens de concourir à sa libération.

NOTRE SECOND TIRAGE DE LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Notre premier tirage de la Géographie d'Horrabin, s'est enlevé avec une rapidité quasi-foudroyante. Dès la fin du mois dernier, nous n'en avions plus un seul exemplaire, si bien que nous avons dû, à notre grand regret, faire attendre les commandes qui nous sont parvenues depuis lors. Mais les premiers exemplaires du second tirage sont en train de sortir de chez le brocheur. Tout le monde va à nouveau pouvoir être servi.

AU 30 JUIN : 1.427 ABONNÉS

Notre recensement au 30 juin nous met au chiffre de 1.427 abonnés, soit une progression nette de 107 abonnés dans le mois.

Voici nos progressions des quatre derniers mois:

Mars	progression:	111
Avril	»	133
Mai	»	90
Juin	»	107

Ces chiffres sont assurément réconfortants. Aussi nos amis nous aideront-ils, non seulement à nous y maintenir, mais à progresser encore. S'ils nous faisaient arriver aux 1500 pour la fin du mois, quelle bonne surprise, hein ?

Nous publierons, la quinzaine prochaine, la répartition des nouveaux abonnés par département. Cela nous est impossible pour cette fois, faute de place.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Aidez à la libération

des révolutionnaires emprisonnés

en vous servant pour votre correspondance

de la carte

Victor SERGE

La Carte : 0 fr. 15 - Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco - Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez-en le montant au moyen d'un mandat-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

SECOND TIRAGE :

J. F. HORRABIN

Précis de Géographie Economique

45 cartes

9 francs

Ne manquons pas d'avertir que, par les soins de la Révolution Prolétarienne *(qui doit en être sincèrement remerciée, comme d'un service rendu), vient de paraître en français un petit livre extrêmement utile pour la connaissance du monde tel que l'a fait l'impérialisme du capital, et par conséquent pour notre propagande, laquelle doit partir des* faits, *se nourrir des* faits, *revenir sans cesse aux* faits.

Il s'agit du Précis de Géographie économique *de J.-F. Horrabin, traduit par J. Péra.*

Amédée DUNOIS.

(La Bataille Socialiste).

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Chateau-d'Eau. Paris. Compte-Chèques N° 734-99.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Prix : 20 fr.

C'EST DE L'HISTOIRE

A PRIX RÉDUIT
SOUSCRIVEZ
un abonnement d'essai
de 3 mois à →

EUROPE

La première Revue Francaise de Culture Internationale paraissant chaque mois — Rédacteur en chef : Jean GUÉHENNO

QUI PUBLIE EN 1933 :

ROMAIN ROLLAND : Une Européenne ; Malvida de Meysenbug. — **EMMANUEL BERL** : Discours aux Français. — **JEAN JAURÈS** : Lettres inédites. — **MICHEL FARBMANN** : Le nouveau plan quinquennal. — **GLADKOW** : Journal de Sibérie. — **LUC DURTAIN** : Problèmes Sud-Américains. — **LÉON TROTSKY** : Histoire de la Révolution Russe. — **LOUIS GUILLOUX** : Angélina. — **JEAN PRÉVOST** : Essais. — **PANAIT ISTRATI** : Bureau de Placement. — **PAUL NIZAN** : Antoine Bloyé. — **GORKI** : Une héroïne. — **THÉODORE DREISER** : L'Amérique tragique. — **LÉNINE** : Lettres inédites, etc...

Chaque mois :

Commentaires de JEAN-RICHARD BLOCH et **Notes de lectures de JEAN GUEHENNO.**

REMPLISSEZ LE BULLETIN CI DESSOUS

BON pour un abonnement de **3 mois** à la **Revue EUROPE, à TARIF RÉDUIT**

Nom : _____

Adresse : _____

Montant à joindre au présent bon : **France, Belgique et Colonies : 10 francs.** **Etranger : 15 francs.**

et adressez ce bulletin aux **ÉDITIONS RIEDER,** 7, Place St-Sulpice, PARIS (VIe)
Compte chèques postaux Paris 330-77